

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 2032

[C — 2005/29176]

**4 MAI 2005.** — Décret portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux - section II (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>*Modifications relatives à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 8 de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel que remplacé par le décret du 19 juillet 1993 et modifié par les décrets des 22 décembre 1994, 2 avril 1996, 13 juillet 1997 et 17 décembre 2003, l'alinéa 7 est remplacé par les alinéas suivants :

« La mise en disponibilité visée au présent article prend cours le premier jour d'un mois.

La demande de mise en disponibilité est introduite par le membre du personnel au plus tard le 30<sup>e</sup> jour qui précède la date à laquelle il souhaite être mis en disponibilité.

Toutefois, lorsque le membre du personnel sollicite sa mise en disponibilité à la date du 1<sup>er</sup> septembre, la demande est introduite au plus tard le 1<sup>er</sup> juin qui précède.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la demande peut être introduite au plus tard le 15 juillet qui précède si le membre du personnel qui sollicite sa mise en disponibilité à la date du 1<sup>er</sup> septembre peut faire valoir des circonstances exceptionnelles. » .

**Art. 2.** L'article 9 du même arrêté, tel que remplacé par le décret du 19 juillet 1993, est supprimé.

**Art. 3.** Dans l'article 10 de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel que remplacé par le décret du 19 juillet 1993 et modifié par les décrets des 22 décembre 1994 et 2 avril 1996, les alinéas 4 et 5 sont remplacés par les alinéas suivants :

« La mise en disponibilité visée au présent article prend cours à la date du 1<sup>er</sup> septembre lorsque le membre du personnel qui en bénéficie se trouvait en disponibilité par défaut d'emploi le 30 juin précédant et qu'à cette date il ne bénéficiait pas, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, d'une réaffectation définitive ou d'un rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, d'une réaffectation ou d'un rappel provisoire à l'activité dans un emploi subventionné d'une durée indéterminée, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, d'une réaffectation, d'une remise au travail ou d'un rappel provisoire en service dans un emploi subventionné d'une durée indéterminée.

Cette mise en disponibilité prend cours à la date du 1<sup>er</sup> octobre lorsque le membre du personnel qui en bénéficie est mis en disponibilité par défaut d'emploi entre le 1<sup>er</sup> et le 30 septembre qui précède.

Cette mise en disponibilité prend cours à la date du 1<sup>er</sup> novembre lorsque le membre du personnel qui en bénéficie est mis en disponibilité par défaut d'emploi à la date du 1<sup>er</sup> octobre qui précède.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 4, la demande de mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite est introduite par le membre du personnel au plus tard le 1<sup>er</sup> juin qui précède la date de prise de cours de cette disponibilité.

Par dérogation à l'alinéa précédant, la demande peut être introduite au plus tard le 15 juillet qui précède si le membre du personnel peut faire valoir des circonstances exceptionnelles.

Dans les hypothèses visées aux alinéas 5 et 6, la demande de mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite est introduite par le membre du personnel au plus tard le 20<sup>e</sup>me jour qui suit la date de sa mise en disponibilité par défaut d'emploi. » .

**Art. 4.** Dans l'article 10bis de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel que remplacé par le décret du 19 juillet 1993 et modifié par les décrets des 22 décembre 1994 et 2 avril 1996, les alinéas 7 et 8 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Cette mise en disponibilité prend cours :

a) dans l'enseignement organisé par la Communauté française, à la date à laquelle un ou plusieurs membres du personnel restant en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge après que les opérations de réaffectation ont été effectuées, est ou sont réaffecté(s) ou bénéficie(nt) d'un complément de charge dans l'emploi du membre du personnel ayant sollicité sa mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite;

b) dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, à la date à laquelle un ou plusieurs membres du personnel restant en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge après que les opérations de réaffectation ont été effectuées, est ou sont réaffecté(s) définitivement ou temporairement dans l'emploi du membre du personnel ayant sollicité sa mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite.

La demande de mise en disponibilité est introduite par le membre du personnel au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire au cours de laquelle il souhaite être mis en disponibilité. »

**Art. 5.** L'article 10<sup>ter</sup> de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel qu'inséré par le décret du 19 juillet 1993 et modifié par les décrets des 22 décembre 1994, 2 avril 1996 et 24 juillet 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10<sup>ter</sup>. § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel visés à l'article 7, en activité de service, qui sont titulaires d'un emploi d'une fonction de recrutement comportant des prestations complètes, peuvent bénéficier d'une mise en disponibilité à temps partiel pour convenances personnelles précédant la pension de retraite conformément aux dispositions du présent paragraphe, pour autant qu'ils ne puissent pas bénéficier d'une pension de retraite à charge du Trésor public et qu'ils soient âgés de 55 ans au moins.

Le membre du personnel qui bénéficie d'une telle disponibilité est tenu d'accomplir, au minimum les trois-quarts, au maximum les trois-quarts plus deux périodes, de la durée des prestations complètes liées à la fonction qu'il exerce. Le cas échéant, la durée des prestations à accomplir par le membre du personnel pendant la période de cette mise en disponibilité est arrondie à l'unité supérieure.

Cette mise en disponibilité est irréversible et est accordée jusqu'à la date à laquelle celui qui en fait l'objet est admissible à la pension.

Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé, pour les périodes (qui ne sont plus prestées, un traitement d'attente ou une subvention-traitement d'attente s'élevant à 50 p.c. du dernier traitement d'activité ou de la dernière subvention-traitement d'activité attribué(e) à ce nombre de périodes.

Le bénéfice de ces dispositions est étendu aux membres du personnel déclarés en perte partielle de charge et demandeurs d'un complément de charge, qui leur permet d'atteindre les trois-quarts des prestations complètes liées à la fonction qu'ils exercent.

§ 2. Les membres du personnel visés à l'article 7, en activité de service, qui sont titulaires d'un emploi d'une fonction de recrutement ou de sélection comportant des prestations complètes ou des prestations incomplètes supérieures à une demi-charge, peuvent bénéficier d'une mise en disponibilité à temps partiel pour convenances personnelles précédant la pension de retraite conformément aux dispositions du présent paragraphe, pour autant qu'ils ne puissent pas bénéficier d'une pension de retraite à charge du Trésor public et qu'ils soient âgés de 55 ans au moins.

Le membre du personnel titulaire d'une fonction de recrutement qui bénéficie d'une telle disponibilité est tenu d'accomplir, au minimum la moitié, au maximum la moitié plus deux périodes, de la durée des prestations complètes liées à la fonction qu'il exerce.

Le membre du personnel titulaire d'une fonction de sélection qui bénéficie d'une telle disponibilité est tenu d'accomplir au minimum cinq demi-journées par semaine.

Cette mise en disponibilité est irréversible et est accordée jusqu'à la date à laquelle celui qui en fait l'objet est admissible à la pension.

Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé, pour les périodes qui ne sont plus prestées, un traitement d'attente ou une subvention-traitement d'attente s'élevant à 50 p.c. du dernier traitement d'activité ou de la dernière subvention-traitement d'activité attribué(s) à ce nombre de périodes.

Le bénéfice de ces dispositions est étendu aux membres du personnel déclarés en perte partielle de charge et demandeurs d'un complément de charge, qui leur permet d'atteindre la moitié des prestations complètes liées à la fonction qu'ils exercent.

§ 3. Les membres du personnel visés à l'article 7, en activité de service, qui sont titulaires d'un emploi d'une fonction de recrutement comportant des prestations complètes ou des prestations incomplètes supérieures ou égales à une demi-charge, peuvent bénéficier d'une mise en disponibilité à temps partiel pour convenances personnelles précédant la pension de retraite conformément aux dispositions du présent paragraphe, pour autant qu'ils ne puissent pas bénéficier d'une pension de retraite à charge du Trésor public et qu'ils soient âgés de 55 ans au moins.

Le membre du personnel qui bénéficie d'une telle disponibilité est tenu d'accomplir, au minimum le quart, au maximum le quart plus deux périodes, de la durée des prestations complètes liées à la fonction qu'il exerce. Le cas échéant, la durée des prestations à accomplir par le membre du personnel pendant la période de cette mise en disponibilité est arrondie à l'unité supérieure.

Cette mise en disponibilité est irréversible et est accordée jusqu'à la date à laquelle celui qui en fait l'objet est admissible à la pension.

Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé, pour les périodes qui ne sont plus prestées, un traitement d'attente ou une subvention-traitement d'attente égal, soit à 50 p.c. du dernier traitement d'activité ou de la dernière subvention-traitement d'activité attribué(e) à ce nombre de périodes, soit à autant de cinquante-quatrièmes, de cinquante-cinquièmes ou de soixantièmes du dernier traitement d'activité que le membre du personnel compte d'ancienneté de service à la date de sa mise en disponibilité, selon que la fraction prise en considération pour le mode de calcul de la pension est de 1/50, 1/55 ou 1/60, sans que, dans ce second mode de calcul, le montant total du traitement d'activité ou subvention-traitement d'activité et du traitement d'attente ou subvention-traitement d'attente ne puisse toutefois excéder 67,5 % du dernier traitement d'activité ou de la dernière subvention-traitement d'activité.

Le traitement d'attente ou la subvention-traitement d'attente accordé(e) au membre du personnel en disponibilité en application de la disposition qui précède est calculé(e) selon le régime le plus favorable pour le membre du personnel.

Pour l'application du second mode de calcul visé à l'alinéa 4, sont pris en considération, pour leur durée réelle, les services qui entrent en ligne de compte dans le calcul de la pension de retraite, en ce compris l'expérience utile dans les limites fixées par l'article 17 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé, du Ministère de l'Instruction publique et à l'exclusion des bonifications pour études, et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la détermination du traitement.

Au 1<sup>er</sup> septembre 2005, les termes "autant de cinquante-quatrièmes" visés à l'alinéa 4 sont remplacés par les termes "autant de cinquante-cinquièmes".

Le bénéfice des présentes dispositions est étendu aux membres du personnel déclarés en perte partielle de charge et demandeurs d'un complément de charge, qui leur permet d'atteindre le quart des prestations complètes liées à la fonction qu'ils exercent.

§ 4. La disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite visée aux paragraphes 1<sup>er</sup>, 2 et 3 prend cours le premier jour de l'année scolaire ou académique pour autant que le membre du personnel qui en bénéficie soit âgé de 55 ans ou plus à cette date.

La demande de mise en disponibilité est introduite par le membre du personnel au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de l'année scolaire ou académique qui précède celle au cours de laquelle il souhaite être mis en disponibilité.

Toutefois, la demande peut être introduite au plus tard le 15 juillet de l'année scolaire ou académique qui précède celle au cours de laquelle il souhaite être mis en disponibilité si le membre du personnel peut faire valoir des circonstances exceptionnelles.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le membre du personnel qui atteint l'âge de 55 ans après le premier jour de l'année scolaire ou académique et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier qui suit peut bénéficier d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite visée au paragraphe 2 au 1<sup>er</sup> janvier de cette même année scolaire ou académique. Dans ce cas, le membre du personnel introduit sa demande de mise en disponibilité au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de ladite année scolaire ou académique.

§ 5. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 ne sont pas applicables aux membres du personnel auxiliaire d'éducation.

§ 6. Par dérogation aux dispositions de l'article 10<sup>ter</sup>, § 4, les membres du personnel qui ont atteint l'âge de 55 ans au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2005 peuvent bénéficier, à cette date, d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite visée au paragraphe 1<sup>er</sup> ou 3 de l'article 10<sup>ter</sup>, aux conditions fixées par ces dispositions et pour autant qu'ils aient introduit leur demande de mise en disponibilité pour le 10 décembre 2004 au plus tard. » .

**Art. 6.** L'article 10<sup>quinquies</sup> du même arrêté, tel qu'inséré par le décret du 22 décembre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10<sup>quinquies</sup>. § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel visé à l'article 7, en activité de service ou en disponibilité pour cause de maladie qui bénéficient des dispositions de l'article 10<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, peuvent bénéficier à leur demande soit des dispositions de l'article 8, soit de celles de l'article 10, soit de celles de l'article 10<sup>bis</sup>, soit de celles de l'article 10<sup>ter</sup>, § 2, soit de celles de l'article 10<sup>ter</sup>, § 3, aux conditions fixées par ces dispositions.

Les membres du personnel visés à l'article 7, en activité de service ou en disponibilité pour cause de maladie qui bénéficient des dispositions de l'article 10<sup>ter</sup>, § 2, peuvent bénéficier à leur demande soit des dispositions de l'article 8, soit de celles de l'article 10, soit de celles de l'article 10<sup>bis</sup>, soit de celles de l'article 10<sup>ter</sup>, § 3, aux conditions fixées par ces dispositions.

Les membres du personnel visés à l'article 7, en activité de service ou en disponibilité pour cause de maladie qui bénéficient des dispositions de l'article 10<sup>ter</sup>, § 3, peuvent bénéficier à leur demande soit des dispositions de l'article 8, soit de celles de l'article 10, soit de celles de l'article 10<sup>bis</sup>, aux conditions fixées par ces dispositions.

§ 2. Lorsque le membre du personnel transforme une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite en une autre disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite conformément au § 1<sup>er</sup>, le dernier traitement d'activité ou la dernière subvention-traitement d'activité servant de base au calcul du traitement d'attente ou de la subvention-traitement d'attente accordé(e) au membre du personnel pendant toute la durée de cette nouvelle mise en disponibilité est le traitement d'activité ou la subvention-traitement d'activité qu'il aurait perçu(e) s'il avait continué à exercer jusqu'à la veille de cette nouvelle mise en disponibilité les prestations pour lesquelles il est nommé, engagé à titre définitif ou dont la nomination est agréée là où l'agrément existe.

§ 3. Le membre du personnel qui, conformément aux dispositions du présent arrêté, a bénéficié d'une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite au cours d'une année scolaire ou académique ne peut se voir accorder l'application des dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> qu'au cours d'une année scolaire ou académique ultérieure.

**Art. 7.** Dans l'article 10<sup>septies</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, tel qu'inséré par le décret du 24 juillet 1997, les termes "de l'article 10<sup>ter</sup>" sont remplacés par les termes "de l'article 10<sup>ter</sup>, § 2".

**Art. 8.** L'article 10<sup>nonies</sup> du même arrêté, tel qu'inséré par le décret du 24 juillet 1997, est complété par l'alinéa suivant :

« Les demandes de mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite sont introduites par les membres du personnel par la voie hiérarchique dans l'enseignement organisé par la Communauté française et par l'intermédiaire du pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française. » .

**Art. 9.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 10<sup>decies</sup> libellé comme suit :

« Article 10<sup>decies</sup>. § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite peut être autorisé par le Gouvernement à exercer une occupation lucrative aux conditions et dans le respect des incompatibilités prévues par la présente disposition.

En aucun cas, cette occupation ne peut s'exercer dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ni dans les centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française.

§ 2. Le membre du personnel visé au paragraphe 1<sup>er</sup> peut, moyennant accord préalable du Gouvernement, être autorisé :

1° à exercer une activité professionnelle régie par la législation relative aux contrats de travail, ou par un statut légal ou réglementaire analogue, pour autant que les revenus professionnels bruts ne dépassent pas le montant fixé par le Gouvernement;

2° à exercer une activité professionnelle comme travailleur indépendant ou comme aidant qui entraîne l'assujettissement à l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, ou qui est exercée en qualité de conjoint aidant, pour autant que les revenus professionnels produits par cette activité ne dépassent pas le montant fixé par le Gouvernement;

3° à exercer une activité consistant en la création d'oeuvres scientifiques ou en la réalisation d'une création artistique, n'ayant pas de répercussion sur le marché du travail pour autant que l'intéressé n'ait pas la qualité de commerçant au sens du Code de commerce;

4° à exercer toute autre activité, mandat, charge ou office, pour autant que les revenus bruts qui en découlent, quelle que soit leur dénomination, ne dépassent pas le montant fixé par le Gouvernement;

5° à exercer les fonctions de bourgmestre dans une commune dont la population n'excède pas 15.000 habitants, d'échevin ou de président d'un centre public d'aide sociale dans une commune dont la population n'excède pas 30.000 habitants.

§ 3. L'exercice simultané ou successif de différentes activités prévues au § 2, 1° à 4°, est autorisé pour autant que le montant total des revenus visés au § 2, 1° à 4°, ne dépasse pas le montant fixé par le Gouvernement.

§ 4. L'exercice des fonctions visées au § 2, 5°, exclut l'exercice des activités visées au § 2, 1° à 4°.

§ 5. Par revenus professionnels des activités visées au § 2, 2°, il y a lieu d'entendre les revenus professionnels bruts, diminués des dépenses ou charges professionnelles retenus par l'Administration des contributions directes pour l'établissement de l'impôt relatif à l'année concernée.

Si l'activité d'aidant est exercée par le conjoint, il y a lieu de prendre en considération la part des revenus professionnels de l'exploitant qui est à attribuer à l'aidant conformément à l'article 86 du Code des impôts sur les revenus précités. La quote-part des revenus professionnels attribuée au conjoint conformément à l'article 87 de ce Code est ajoutée aux revenus de l'exploitant.

Si l'activité en qualité de travailleur indépendant ou d'aidant est exercée à l'étranger, il est tenu compte des revenus professionnels imposables produits par cette activité.

Si l'activité comme travailleur indépendant ou comme aidant est, en raison de sa nature ou de circonstances particulières, interrompue durant une ou plusieurs périodes d'une année déterminée, elle est présumée avoir été exercée sans interruption durant toute l'année envisagée. Les revenus professionnels d'une année civile sont toujours censés être répartis uniformément sur les mois d'activité réelle ou présumée de l'année en cause.

§ 6. En cas de dépassement des montants fixés par le Gouvernement en application de la présente disposition ou de ceux découlant de l'application du § 2, 5° le traitement d'attente ou la subvention-traitement d'attente du membre du personnel est suspendue.

§ 7. Le membre du personnel est tenu d'informer le Gouvernement de toute modification de revenu susceptible d'entraîner une diminution ou une suppression de son traitement d'attente ou de sa subvention-traitement d'attente.

§ 8. Tant que la présente disposition ne fait pas l'objet de dispositions d'application spécifiques, les dispositions réglementaires en vigueur demeurent applicables.

#### CHAPITRE II. — *Modifications relatives à l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires*

**Art. 10.** L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 19 juin 1967 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès de certains membres du personnel ressortissant au Ministère de l'Education nationale et de la Culture, tel que modifié par l'arrêté royal du 22 novembre 1973, est complété par le littéra suivant :

« - en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite ».

**Art. 11.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 19 février 1970 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, tel que modifié par l'arrêté royal du 22 novembre 1973, est complété par le littéra suivant :

« - en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite ».

#### CHAPITRE III. — *Des allocations de foyer et de résidence des membres des personnels de l'enseignement*

**Art. 12.** Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux membres des personnels de l'enseignement bénéficiant d'un traitement ou d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française.

Les agents contractuels subventionnés, les aides à la promotion de l'emploi et les agents engagés dans le cadre du Programme de transition professionnelle sont considérés comme membres des personnels pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Au cas où le traitement annuel, fixé pour des prestations complètes, du membre du personnel visé à l'article 12 n'excède pas les montants repris à l'article 14 :

1° est attributaire d'une allocation de foyer :

- le membre du personnel marié ou qui vit en couple;

- le membre du personnel ayant la charge d'un ou de plusieurs enfants bénéficiaires d'allocations familiales, sauf s'il vit en couple avec un membre du personnel qui bénéficie d'une allocation de foyer;

2° est attributaire d'une allocation de résidence, le membre du personnel qui n'est pas visé au 1°.

§ 2. Lorsque le membre du personnel visé à l'article 12 est marié ou vit en couple avec un agent d'un service public allouant à ses agents une allocation de foyer, l'allocation de foyer lui est attribuée s'il bénéficie du traitement le moins élevé.

Pour déterminer le traitement le moins élevé, il est procédé à la comparaison des traitements exprimés en base annuelle brute non indexée, intégrant les anciennetés pécuniaires respectives et correspondant à des prestations complètes.

Toutefois si l'un des conjoints ou cohabitants ou les deux conjoints ou cohabitants bénéficient de la rétribution garantie, abstraction faite de l'allocation de foyer à attribuer éventuellement, l'allocation de foyer est attribuée au membre du personnel visé à l'article 12 s'il bénéficie du traitement le plus élevé et si ce dernier y a droit conformément aux dispositions de l'article 14.

A montants égaux, les conjoints ou cohabitants peuvent, de commun accord, désigner celui des deux qui sera bénéficiaire de l'allocation de foyer.

§ 3. La liquidation de l'allocation de foyer est subordonnée à une déclaration sur l'honneur rédigée par le membre du personnel selon le modèle fixé par le Gouvernement et transmise en trois exemplaires à l'Administration générale des Personnels de l'Enseignement.

§ 4. Les membres du personnel placés dans la position administrative de disponibilité ne bénéficient ni de l'allocation de foyer ni de l'allocation de résidence.

**Art. 14.** Le montant annuel de l'allocation de foyer ou de l'allocation de résidence est fixé comme suit :

1° traitements n'excédant pas 15.940,43 euros :

- allocation de foyer : 719,89 euros;
- allocation de résidence : 359,95 euros;

2° traitements excédant 15.940,43 euros sans toutefois dépasser 18.147,79 euros :

- allocation de foyer : 359,95 euros;
- allocation de résidence : 179,98 euros.

La rémunération du membre du personnel dont le traitement dépasse 15.940,43 euros ne peut être inférieure à celle qu'il obtiendrait si son traitement était de ce montant. S'il échet, la différence lui est attribuée sous forme d'allocation partielle de foyer ou d'allocation partielle de résidence.

La rémunération du membre du personnel dont le traitement dépasse 18.147,79 euros ne peut être inférieure à celle qu'il obtiendrait si son traitement était de ce montant. S'il échet, la différence lui est attribuée sous forme d'allocation partielle de foyer ou d'allocation partielle de résidence.

Par rémunération, il faut entendre le traitement ou la subvention-traitement augmenté(e) de l'allocation complète ou partielle de foyer ou de l'allocation complète ou partielle de résidence, diminuée, s'il échet, de la retenue pour la constitution de la pension de survie.

**Art. 15.** Le régime de mobilité applicable aux traitements des membres du personnel s'applique également à l'allocation de foyer, à l'allocation de résidence et aux seuils de traitements fixés pour leur attribution.

Ils sont rattachés à l'indice-pivot 138,01 au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**Art. 16.** L'allocation de foyer ou l'allocation de résidence est attribuée aux membres du personnel exerçant des fonctions à prestations incomplètes au prorata de leurs prestations.

Elle n'est pas attribuée du chef de fonctions accessoires.

**Art. 17.** L'allocation de foyer ou l'allocation de résidence est payée en même temps que le traitement du mois auquel elle se rapporte. Elle est payée dans la même mesure et d'après les mêmes modalités que le traitement si celui-ci n'est pas dû pour le mois entier.

Lorsqu'au cours d'un mois survient un fait qui modifie le droit à l'allocation de foyer ou à l'allocation de résidence tel qu'il est défini à l'article 13, le régime le plus favorable est appliqué pour le mois entier.

CHAPITRE IV. — *Modifications aux dispositions relatives aux statuts pécuniaires des membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux et des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service*

**Art. 18.** Dans l'article 17, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, tel que modifié par les arrêtés royaux des 21 juin 1962, 22 janvier 1970 et 18 février 1974 et par les décrets des 20 décembre 2001 et 3 mars 2004, les termes "six ans" sont remplacés par les termes "sept ans".

**Art. 19.** Dans l'article 14 de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1970 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel que modifié par les arrêtés royaux des 5 novembre 1971 et 28 janvier 1975, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au littera 3, les termes "lorsque celle-ci a été reprise par l'Etat" sont supprimés;
- 2° le littera 4, est complété par les termes "ou incomplètes".

CHAPITRE V. — *De la démocratie sociale*

Section I<sup>re</sup>. — Des projets de programme

**Art. 20.** Dans l'article 17 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que modifié par le décret du 3 mars 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« après avoir consulté :

1° la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française;

2° selon le cas, le Conseil général de l'enseignement fondamental ou le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visés à l'article 16;

3° le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé visé à l'article 16;

4° les organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel enseignant de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. » ;

2° le paragraphe 2 est complété comme suit :

« et une fois cet avis donné, après avoir consulté :

1° la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 précité;

2° selon le cas, le Conseil général de l'enseignement fondamental ou le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visés à l'article 16;

3° le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé visé à l'article 16;

4° les organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel enseignant de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. »

**Art. 21.** Dans l'article 27 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« après avoir consulté :

1° la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 précité;

2° le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16;

3° le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé visé à l'article 16;

4° les organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel enseignant de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. » ;

2° le paragraphe 2 est complété comme suit :

« et une fois cet avis donné, après avoir consulté :

1° la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 précité;

2° le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16;

3° le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé visé à l'article 16;

4° les organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel enseignant de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. » .

**Art. 22.** Dans l'article 36 du même décret, tel que modifié par le décret du 3 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« après avoir consulté :

1° la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 précité;

2° le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16;

3° le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé visé à l'article 16;

4° les organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel enseignant de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. » ,

2° le paragraphe 2 est complété comme suit :

« et une fois cet avis donné, après avoir consulté :

1° la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 précité;

2° le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16;

3° les organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel enseignant de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. » ;

3° le paragraphe 2*bis* est complété comme suit :

« et une fois cet avis donné, après avoir consulté :

1° la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 précité;

2° le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé visé à l'article 16;

3° les organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel enseignant de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. » .

**Art. 23.** Dans l'article 50 du même décret, tel que modifié par le décret du 3 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« après avoir consulté :

1° la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 précité;

2° le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16;

3° le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé visé à l'article 16;

4° les organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel enseignant de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

2° le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété comme suit :

« et une fois cet avis donné, après avoir consulté :

1° la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 précité;

2° le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16;

3° les organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel enseignant de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. » ;

3° le paragraphe 2*bis* est complété comme suit :

« et une fois cet avis donné, après avoir consulté :

1° la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 précité;

2° le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé visé à l'article 16;

3° les organisations syndicales représentatives représentant les membres du personnel enseignant de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. »

**Art. 24.** Dans l'article 3 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, tel que modifié par les décrets des 11 juillet 2002 et 12 mai 2004, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un point 11, libellé comme suit :

« 11. de rendre un avis sur les projets de programmes d'études conformément aux articles 17, 27, 36 et 50 du décret-missions. ».

**Art. 25.** Dans l'article 2 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, tel que modifié par les décrets des 24 juillet 1997 et 19 juillet 2001, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un point 4<sup>o</sup> libellé comme suit :

« 4<sup>o</sup> rendre un avis sur les projets de programmes d'études conformément aux articles 17, 27, 36 et 50 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

**Art. 26.** Dans l'article 22 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, tel que modifié par le décret du 24 juillet 1997, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« - rendre un avis sur les projets de programmes d'études conformément à l'article 17 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. ».

**Art. 27.** Dans l'article 169 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un point 7<sup>o</sup> libellé comme suit :

« 7<sup>o</sup> rendre un avis sur les projets de programmes d'études conformément aux articles 17, 27, 36 et 50 du décret du 24 juillet 1997 précité. ».

## Section II. — De la gestion des aides complémentaires ACS, APE et PTP

### Sous-section I<sup>re</sup>. — De l'attribution des postes

**Art. 28.** Les dispositions de la présente sous-section visent les postes subsidiés sous la forme d'agents contractuels subventionnés (ACS), d'aides à la promotion de l'emploi (APE) et de programme (le transition professionnelle (PTP)) et octroyés aux établissements d'enseignement, à l'exception, des puériculteurs visés au titre I<sup>er</sup> du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française et (des postes alloués à la psychomotricité conformément à l'article 3<sup>ter</sup> du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

**Art. 29.** Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

1<sup>o</sup> "pouvoir organisateur".

a) la Communauté française;

b) une commune, une association de communes, une province, la Commission communautaire française ou tout autre personne de droit public, pour le réseau officiel subventionné;

c) une personne physique ou morale de droit privé qui assume la responsabilité de l'enseignement dispensé dans un ou plusieurs établissements de l'enseignement libre subventionné.

2<sup>o</sup> "commission".

a) internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

b) dans l'enseignement subventionné par la Communauté française : la commission zonale de gestion des emplois visée aux articles 6, 8, 10 et 12 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

3<sup>o</sup> "établissement" : les établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, de plein exercice, en ce compris les internats, les centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, le Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, le Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française et le Centre technique de la Communauté française de Gembloux.

**Art. 30.** Le Gouvernement indique aux commissions le nombre de postes visés à l'article 28 qu'il attribue à chaque réseau, à chaque zone et, pour ce qui concerne l'enseignement libre subventionné, selon chaque caractère.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Les demandes pour bénéficier de l'octroi d'un poste d'agents contractuels subventionnés (ACS), d'aides à la promotion de l'emploi (APE) et de programme de transition professionnelle (PTP) au sein d'un établissement sont introduites auprès de la commission compétente, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, par le chef d'établissement et, dans l'enseignement subventionné, par le pouvoir organisateur ou son délégué. Les demandes doivent préciser l'établissement et, le cas échéant, l'implantation pour lequel ou laquelle l'octroi d'un ou de plusieurs postes est sollicité.

§ 2. Les demandes doivent être introduites, selon les modalités définies par le Gouvernement, pour le premier jour ouvrable du mois d'avril de l'année scolaire précédant celle pour laquelle l'octroi est demandé.

**Art. 32.** Le Gouvernement attribue les postes aux établissements sur proposition motivée des commissions qui tiennent compte notamment des besoins, du fonctionnement et de la population scolaire des établissements ainsi que des priorités établies en vertu des conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés.

**Art. 33.** Chaque commission remet ses propositions au Gouvernement le dernier jour ouvrable du mois d'avril de l'année scolaire précédant celle pour laquelle l'octroi est demandé.

**Art. 34.** Le Gouvernement décide de l'attribution des postes et en informe les chefs d'établissements et les pouvoirs organisateurs au plus tard à la fin du mois de mai précédant l'année scolaire pour laquelle l'octroi est demandé.

En raison de circonstances exceptionnelles dûment justifiées, un pouvoir organisateur peut être autorisé, à sa demande, par le Gouvernement à transférer tout ou partie d'un poste octroyé à l'un de ses établissements vers un autre de ses établissements ou, le cas échéant, vers une autre de ses implantations.

Pour pouvoir être prises en considération, les demandes visées à l'alinéa précédent doivent être introduites pour le 15 octobre au plus tard de l'année scolaire concernée.

Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le Gouvernement peut, en raison de circonstances exceptionnelles, décider de transférer tout ou partie d'un poste octroyé à un établissement vers un autre établissement ou, le cas échéant, vers une autre implantation.

Les transferts visés au présent article prennent effet au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre.

Au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre, le Gouvernement informe la commission interzonale d'affectation visée à l'article 14<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité ainsi que les commissions centrales de gestion des emplois visées aux articles 5, 7, 9 et 11 du décret du 12 mai 2004 précité des transferts autorisés en vertu de la présente disposition.

#### Sous-section II. — Dispositions modificatives

**Art. 35.** L'article 14<sup>quater</sup>, § 1<sup>quater</sup> de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'inséré par le décret du 12 mai 2004, est complété par les termes "ainsi que pour les missions visées par le décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de Secteur IX et du Comité des Services Publics provinciaux et locaux - Section II".

**Art. 36.** Dans l'article 14<sup>quater</sup> du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 et modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 4 juillet 1994, 9 janvier 1996, 12 janvier 1998 et 29 avril 1999, par les décrets des 29 mars 2001, 20 décembre 2001, 3 juillet 2003, 17 décembre 2003 et 12 mai 2004, il est inséré un § 1<sup>er</sup> *quinquies* libellé comme suit :

« § 1<sup>er</sup> *quinquies*. La Commission zonale est compétente pour les missions visées à l'article 21, § 1<sup>er</sup> du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice et à l'article 36 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement. » .

**Art. 37.** A l'article 6 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que modifié par le décret du 12 mai 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est complété par des points 5. et 6. libellés comme suit :

« 5. pour les missions visées par le décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de Secteur IX et du Comité des Services Publics provinciaux et locaux - Section II;

6. à l'article 36 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement. » ;

2° dans l'alinéa 4, les termes "de l'alinéa 3, 4. » sont remplacés par les termes "de l'alinéa 3, 4., de l'alinéa 3, 5. ».

**Art. 38.** A l'article 8 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 3, le point 2. est complété par des lettres *c*) et *d*) libellés comme suit :

« *c*) par le décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de Secteur IX et du Comité des Services Publics provinciaux et locaux - Section II;

*d*) à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice. » ;

2° dans l'alinéa 4, les termes "de l'alinéa 3, 2., *c*) et" sont insérés entre les termes "en vertu" et les termes "des articles 11 et 12".

**Art. 39.** A l'article 10 du même décret, tel que modifié par le décret du 12 mai 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est complété par des points 5. et 6. libellés comme suit :

« 5. pour les missions visées par le décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de Secteur IX et du Comité des Services Publics provinciaux et locaux - Section II;

6. à l'article 36 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement. » ;

2° dans l'alinéa 4, les termes "de l'alinéa 3, 4. » sont remplacés par les termes "de l'alinéa 3, 4., de l'alinéa 3, 5. »

**Art. 40.** A l'article 12 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 3, le point 2. est complété par des lettres *c*) et *d*) libellés comme suit :

« *c*) par le décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de Secteur IX et du Comité des Services Publics provinciaux et locaux - Section II;

*d*) à l'article 21, § 1<sup>er</sup> du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice. » ;

2° dans l'alinéa 4, les termes "de l'alinéa 3, 2., *c*) et" sont insérés entre les termes "en vertu" et les termes "des articles 11 et 12".



*Section III. — De l'utilisation du nombre de périodes-professeurs prélevé, complémentaire ou supplémentaire et du capital-périodes prélevé*

**Art. 41.** Dans l'article 21ter du décret du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, tel qu'inséré par le décret du 15 octobre 1991 et modifié par le décret du 17 décembre 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est complété de la manière suivante :

« Ils informent de cette répartition, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, la commission zonale d'affectation visée à l'article 14quater de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements et, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, la commission zonale de gestion des emplois visée aux articles 8 et 12 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. » ;

2° l'article 21ter est complété par un alinéa 4 libellé comme suit :

« L'utilisation du nombre de périodes-professeurs dévolu en application de la présente disposition est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord. » .

**Art. 42.** Dans l'article 20 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, tel que modifié par les décrets des 21 décembre 1992, 22 décembre 1994, 2 avril 1996, 25 juillet 1996, 24 juillet 1997, 14 juin 2001 et 19 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 2 est complété par un alinéa 3 libellé comme suit :

« L'utilisation du nombre de périodes-professeurs transféré en application de la présente disposition est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord. » ;

2° le paragraphe 4 est complété par un second alinéa libellé comme suit :

« L'utilisation de périodes-professeurs en application de la présente disposition est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord. » ;

3° le paragraphe 5 est complété par un alinéa 6 libellé comme suit :

« L'utilisation de périodes-professeurs en application de la présente disposition est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord. »

**Art. 43.** Dans l'article 21 du même décret, tel que modifié par les décrets des 2 avril 1996, 30 juin 1998 et 27 mars 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par des alinéas 3 à 6 libellés comme suit :

« Le prélèvement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est soumis à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, de la commission zonale d'affectation visée à l'article 14quater de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements et, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, de la commission zonale de gestion des emplois visée aux articles 8 et 12 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

A défaut d'avis rendu dans le mois de la saisine de la commission, l'avis de cette dernière est réputé positif.

Le pouvoir organisateur ou le groupe de pouvoirs organisateurs visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> informe la commission visée à l'alinéa 3 du prélèvement opéré en application de la présente disposition et des établissements bénéficiaires.

L'utilisation du nombre de périodes-professeurs prélevé en application de la présente disposition est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord. »

2° le paragraphe 2 est complété par un alinéa 3 libellé comme suit :

« L'utilisation du nombre de périodes complémentaires visé par la présente disposition est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord. »

**Art. 44.** L'article 36 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, tel que complété par le décret du 27 mars 2002, est complété par des alinéas 4 à 7 libellés comme suit :

« Le prélèvement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est soumis à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, de la commission zonale d'affectation visée à l'article 14<sup>quater</sup> de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements et, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, de la commission zonale de gestion des emplois visée aux articles 6 et 10 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

A défaut d'avis rendu dans le mois de la saisine de la commission, l'avis de cette dernière est réputé positif.

Le Gouvernement, le pouvoir organisateur ou le groupe de pouvoirs organisateurs visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> informe la commission visée à l'alinéa 4 du prélèvement opéré en application de la présente disposition et des établissements bénéficiaires.

L'utilisation du capital-périodes prélevé en application de la présente disposition est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de l'instance de concertation locale ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord. »

#### Section IV. — De l'utilisation des dotations et subventions de fonctionnement

**Art. 45.** Dans l'article 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 28 avril 2004, il est inséré un paragraphe 3<sup>ter</sup> libellé comme suit :

« § 3<sup>ter</sup>. Le chef d'établissement informe le comité de concertation de base de l'utilisation de la dotation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 1<sup>er</sup> et permet, sur demande de cette instance, la consultation des justifications probantes. »

**Art. 46.** L'article 37 de la même loi, tel que modifié par l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986 et par le décret du 27 octobre 1997, est complété par l'alinéa suivant :

« Le pouvoir organisateur informe, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, la commission paritaire locale et, dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, le conseil d'entreprise ou, à défaut, l'instance de concertation locale ou, à défaut, la délégation syndicale, de l'utilisation des subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> et permet, sur demande de cette instance, la consultation des justifications probantes. »

#### Section V. — Dispositions relatives aux chambres de recours

**Art. 47.** L'article 146 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est complété par l'alinéa suivant :

« Dans le cadre d'un recours introduit à l'encontre d'une proposition de peine disciplinaire, tous les éléments doivent être pris en considération par la Chambre de recours, en ce compris, le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles et pédagogiques ayant conduit à la procédure disciplinaire. La durée de validité de ce rapport est limitée à un délai de douze mois prenant cours à la date de son établissement. Toutefois, lorsque la procédure disciplinaire est entamée sur la base de celui-ci, dans ce délai, le rapport demeure valable jusqu'à la date à laquelle la décision de peine disciplinaire est notifiée au membre du personnel. »

**Art. 48.** L'article 154 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux est complété par l'alinéa suivant :

« Dans le cadre d'un recours introduit à l'encontre d'une proposition de peine disciplinaire, tous les éléments doivent être pris en considération par la Chambre de recours, en ce compris, le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles ayant conduit à la procédure disciplinaire. La durée de validité de ce rapport est limitée à un délai de douze mois prenant cours à la date de son établissement. Toutefois, lorsque la procédure disciplinaire est entamée sur la base de celui-ci, dans ce délai, le rapport demeure valable jusqu'à la date à laquelle la décision de peine disciplinaire est notifiée au membre du personnel. »

**Art. 49.** L'article 74 du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, tel que modifié par les décrets des 8 février 1999 et 19 décembre 2002, est complété par un paragraphe 5 libellé comme suit :

« § 5. Dans le cadre d'un recours introduit à l'encontre d'une proposition de peine disciplinaire, tous les éléments doivent être pris en considération par la Chambre de recours, en ce compris, le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles et pédagogiques ayant conduit à la procédure disciplinaire. La durée de validité de ce rapport est limitée à un délai de douze mois prenant cours à la date de son établissement. Toutefois, lorsque la procédure disciplinaire est entamée sur la base de celui-ci, dans ce délai, le rapport demeure valable jusqu'à la date à laquelle la décision de peine disciplinaire est notifiée au membre du personnel. »

**Art. 50.** L'article 65 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié par le décret du 8 février 1999, est complété par un paragraphe 6 libellé comme suit :

« § 6. Dans le cadre d'un recours introduit à l'encontre d'une décision de peine disciplinaire, tous les éléments doivent être pris en considération par la Chambre de recours, en ce compris, le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles et pédagogiques ayant conduit à la procédure disciplinaire. La durée de validité de ce rapport est limitée à un délai de douze mois prenant cours à la date de son établissement. Toutefois, lorsque la procédure disciplinaire est entamée sur la base de celui-ci, dans ce délai, le rapport demeure valable jusqu'à la date à laquelle la décision définitive de peine disciplinaire est notifiée au membre du personnel. »

**Art. 51.** L'article 70 du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés est complété par un paragraphe 6 libellé comme suit :

« § 6. Dans le cadre d'un recours introduit à l'encontre d'une décision de sanction disciplinaire, tous les éléments doivent être pris en considération par la Chambre de recours, en ce compris, le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles ayant conduit à la procédure disciplinaire. La durée de validité de ce rapport est limitée à un délai de douze mois prenant cours à la date de son établissement. Toutefois, lorsque la procédure disciplinaire est entamée sur la base de celui-ci, dans ce délai, le rapport demeure valable jusqu'à la date à laquelle la décision définitive de sanction disciplinaire est notifiée au membre du personnel. »

**Art. 52.** L'article 82 du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés est complété par un paragraphe 6 libellé comme suit :

« § 6. Dans le cadre d'un recours introduit à l'encontre d'une proposition de sanction disciplinaire, tous les éléments doivent être pris en considération par la Chambre de recours, en ce compris, le cas échéant, le rapport d'inspection portant sur les compétences professionnelles ayant conduit à la procédure disciplinaire. La durée de validité de ce rapport est limitée à un délai de douze mois prenant cours à la date de son établissement. Toutefois, lorsque la procédure disciplinaire est entamée sur la base de celui-ci, dans ce délai, le rapport demeure valable jusqu'à la date à laquelle la décision de sanction disciplinaire est notifiée au membre du personnel ».

#### CHAPITRE VI. — *Modifications relatives à l'enseignement universitaire*

**Art. 53.** Dans l'article 21, § 4, alinéa 3, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, les termes "ou dans le cas d'une charge à temps partiel dont le titulaire est en même temps membre du personnel scientifique nommé à titre définitif" sont insérés entre les termes "à des activités d'enseignement" et les termes "le conseil d'administration".

**Art. 54.** A l'article 36 de la même loi, il est ajouté un dernier tiret rédigé comme suit :

« - à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2004, d'un traitement initial de 33.830,33 euros, qui est porté successivement de trois en trois ans à 36.282,73 euros, 38.735,13 euros, 41.187,53 euros, 43.639,93 euros, 46.092,33 euros, 48.544,73 euros, 50.997,13 euros et 53.449,53 euros. »

**Art. 55.** A l'article 37, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, il est ajouté un dernier tiret rédigé comme suit :

« - à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2004, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 4.228,80 euros par heure hebdomadaire annuelle d'un établissement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir moins de 2.114,40 euros et plus de 33.830,40 euros. »

**Art. 56.** A l'article 38 de la même loi, il est ajouté un dernier tiret rédigé comme suit :

« - à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2004, d'un traitement initial de 39.701,32 euros, qui est porté successivement de trois en trois ans à 43.231,25 euros, 46.761,18 euros, 50.291,11 euros, 53.821,04 euros, 57.350,97 euros et 60.880,90 euros. »

**Art. 57.** A l'article 39 de la même loi, il est ajouté un dernier tiret rédigé comme suit :

« - à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2004, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 4.625,19 euros par heure hebdomadaire annuelle d'un établissement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 37.001,52 euros. »

**Art. 58.** A l'article 39bis de la même loi, il est ajouté un dernier tiret rédigé comme suit :

« - à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2004, d'un traitement initial de 44.531,78 euros, qui est porté successivement de trois en trois ans à 49.287,89 euros, 54.044,00 euros, 58.800,11 euros, 63.556,22 euros et 68.312,33 euros. »

**Art. 59.** A l'article 39ter, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, il est ajouté un dernier tiret rédigé comme suit :

« - à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2004, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 5.028,96 euros par heure hebdomadaire annuelle d'un établissement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 40.231,68 euros. » .

**Art. 60.** Dans l'article 46 de la même loi, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par le tiret suivant :

« - à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2004 :

1° au recteur - 13.376,33 euros

2° au vice-recteur - 9.809,32 euros

3° au secrétaire du conseil académique - 2.229,37 euros. » .

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives et finale*

**Art. 61.** Dans l'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, les termes "et reprendre immédiatement sa fonction antérieure" sont supprimés.

**Art. 62.** Dans l'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 relatif au congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel de l'enseignement subventionné par la Communauté française âgés de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans, et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, les termes "et reprendre immédiatement sa fonction antérieure" sont supprimés.

**Art. 63.** Dans l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 relatif au congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel des Centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, les termes "et reprendre immédiatement sa fonction antérieure" sont supprimés.

**Art. 64.** Dans l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1991 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordé aux membres du personnel des Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, les termes "et reprendre immédiatement sa fonction antérieure" sont supprimés.

**Art. 65.** Le dernier alinéa de l'article 34 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé est abrogé.

**Art. 66.** Dans l'article 3<sup>ter</sup> du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, tel qu'inséré par le décret du 3 juillet 2003 et modifié par le décret du 12 mai 2004, il est inséré un paragraphe 3<sup>bis</sup> libellé comme suit :

« § 3<sup>bis</sup>. En raison de circonstances exceptionnelles dûment motivées, un pouvoir organisateur peut être autorisé, à sa demande, par le Gouvernement à transférer tout ou partie des périodes d'activité de psychomotricité octroyées à l'un de ses établissements en application du paragraphe 3 vers un autre de ses établissements ou, le cas échéant, vers une autre de ses implantations.

Pour pouvoir être prises en considération, les demandes visées à l'alinéa précédent doivent être introduites pour le 15 octobre au plus tard de l'année scolaire concernée.

Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le Gouvernement peut, en raison de circonstances exceptionnelles, décider de transférer tout ou partie des périodes d'activité de psychomotricité octroyées à un établissement en application du paragraphe 3 vers un autre établissement ou, le cas échéant, vers une autre implantation.

Les transferts visés au présent paragraphe prennent effet au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre.

Au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre, le Gouvernement informe la commission interzonale d'affectation visée à l'article 14<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité ainsi que les commissions centrales de gestion des emplois visées aux articles 5, 7, 9 et 11 du décret du 12 mai 2004 précité des transferts autorisés en vertu de la présente disposition. ».

**Art. 67.** L'article 27 du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française est complété par les alinéas suivants :

« En raison de circonstances exceptionnelles dûment motivées, un pouvoir organisateur peut être autorisé, à sa demande, par le Gouvernement à transférer tout ou partie d'un poste octroyé à l'un de ses établissements vers un autre de ses établissements ou, le cas échéant, vers une autre de ses implantations.

Pour pouvoir être prises en considération, les demandes visées à l'alinéa précédent doivent être introduites pour le 15 octobre au plus tard de l'année scolaire concernée.

Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le Gouvernement peut, en raison de circonstances exceptionnelles, décider de transférer tout ou partie d'un poste octroyé à un établissement vers un autre établissement ou, le cas échéant, vers une autre implantation.

Les transferts visés au présent article prennent effet au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre.

Au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre, le Gouvernement informe la commission interzonale d'affectation visée à l'article 14<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité ainsi que les commissions centrales de gestion des emplois visées aux articles 5, 7, 9 et 11 du décret du 12 mai 2004 précité des transferts autorisés en vertu de la présente disposition. ».

**Art. 68.** Dans le décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française, il est inséré un article 62<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« Art. 62<sup>bis</sup>. Les dispositions de l'article 62 trouvent à s'appliquer aux mêmes conditions aux membres du personnel qui n'ont pas encore pu en bénéficier, en vue des désignations ou engagements à titre temporaire pour l'année scolaire 2005-2006 ».

**Art. 69.** Les articles 1<sup>er</sup> à 4 et 6 à 9 produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> janvier 2005, l'article 5 produit ses effets le 10 décembre 2004, les articles 28 à 40 et 68 produisent leur effets au 1<sup>er</sup> avril 2005, les articles 53 à 60 produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> décembre 2004 et les articles 61 à 65 produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> septembre 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 mai 2005.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre du Budget des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

—  
Note

(1) *Session 2004-2005.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 81-1. — Amendements de commission, n° 81-2. — Rapport, n° 81-3. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. — Séance du 26 avril 2005.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 2032

[C — 2005/29176]

**4 MEI 2005. — Decreet houdende uitvoering van het Akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten — afdeling II (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingen met betrekking tot de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen**

**Artikel 1.** In artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, zoals vervangen bij het decreet van 19 juli 1993 en gewijzigd bij de decreten van 22 december 1994, 2 april 1996, 13 juli 1997 en 17 december 2003, wordt het 7de lid vervangen door de volgende leden :

« De in dit artikel bedoelde terbeschikkingstelling gaat de eerste dag van een maand in.

De aanvraag om terbeschikkingstelling wordt ten laatste de 30ste dag, die aan de datum van zijn gewenste terbeschikkingstelling voorafgaat, door het personeelslid ingediend.

Als het personeelslid evenwel zijn terbeschikkingstelling aanvraagt op 1 september, wordt de aanvraag ten laatste op voorafgaand 1 juni ingediend.

In afwijking van vorig lid kan de aanvraag ten laatste op voorafgaand 15 juli worden ingediend als het personeelslid dat zijn terbeschikkingstelling aanvraagt op 1 september uitzonderlijke omstandigheden kan laten gelden. ».

**Art. 2.** Artikel 9 van hetzelfde besluit, zoals vervangen bij het decreet van 19 juli 1993, wordt afgeschaft.

**Art. 3.** In artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, zoals vervangen bij het decreet van 19 juli 1993 en gewijzigd bij de decreten van 22 december 1994 en 2 april 1996, worden het 4de en het 5de lid vervangen door de volgende leden :

« De in dit artikel bedoelde terbeschikkingstelling gaat in op 1 september wanneer het betrokken personeelslid ter beschikking gesteld was bij gebrek aan betrekkingen op voorafgaand 30 juni en het lid op die datum in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs geen definitieve reffectatie of terugroeping in actieve dienst voor een onbepaalde duur, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, geen reffectatie of voorlopige oproep tot activiteit in een gesubsidieerde betrekking voor een onbepaalde duur, en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, geen reffectatie, wedertewerkstelling of voorlopige oproep tot dienst in een gesubsidieerde betrekking voor een onbepaalde duur, genoot.

Deze terbeschikkingstelling gaat in op 1 oktober wanneer het betrokken personeelslid ter beschikking wordt gesteld bij gebrek aan betrekkingen tussen voorafgaand 1 en 30 september.

Deze terbeschikkingstelling gaat in op 1 november wanneer het betrokken personeelslid ter beschikking wordt gesteld bij gebrek aan betrekkingen op voorafgaand 1 oktober.

In het geval bedoeld in het 4de lid, wordt de aanvraag om terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen ten laatste op 1 juni die aan de datum van het begin van deze terbeschikkingstelling voorafgaat, door het personeelslid ingediend.

In afwijking van vorig lid, kan de aanvraag ten laatste op voorafgaand 15 juli worden ingediend als het personeelslid uitzonderlijke omstandigheden kan laten gelden.

In de gevallen bedoeld in het 5de en het 6de lid, wordt de aanvraag om terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen ten laatste de 20ste dag die aan de datum van zijn terbeschikkingstelling wegens gebrek aan betrekkingen voorafgaat, door het personeelslid ingediend. ».

**Art. 4.** In artikel 10bis van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, zoals vervangen door het decreet van 19 juli 1993 en gewijzigd bij de decreten van 22 december 1994 en 2 april 1996, worden het 7de en het 8ste lid vervangen door de volgende leden :

« Deze terbeschikkingstelling gaat in :

a) in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, op de datum waarop één of meerdere personeelsleden die ter beschikking blijven bij gebrek aan betrekkingen of in gedeeltelijk verlies van opdrachten nadat de reffectatieverrichtingen gebeurd zijn, opnieuw geaffecteerd is of zijn of een opdracht aanvulling geniet(en) in de betrekking van het personeelslid dat zijn terbeschikkingstelling heeft aangevraagd wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen;

b) in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, op de datum waarop één of meerdere personeelsleden die ter beschikking blijven bij gebrek aan betrekkingen of in gedeeltelijk verlies van opdrachten nadat de reffectatieverrichtingen gebeurd zijn, opnieuw definitief of tijdelijk geaffecteerd is of zijn in de betrekking van het personeelslid dat zijn terbeschikkingstelling heeft aangevraagd wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen;

De aanvraag om terbeschikkingstelling wordt ten laatste op 1 september van het schooljaar van zijn gewenste terbeschikkingstelling door het personeelslid ingediend. ».

**Art. 5.** Artikel 10ter van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, zoals ingevoegd door het decreet van 19 juli 1993 en gewijzigd bij de decreten van 22 december 1994, 2 april 1996 en 24 juli 1997, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 10ter. § 1. De in artikel 7 bedoelde personeelsleden, in dienstactiviteit, die houder zijn van een betrekking van een wervingsambt met volledige prestaties, kunnen een deeltijdse terbeschikkingstelling genieten wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen overeenkomstig de bepalingen van deze paragraaf, voor zover zij geen rustpensioen kunnen genieten ten laste van de Staatskas en minstens 55 jaar oud zijn.

Het personeelslid dat dergelijke terbeschikkingstelling geniet, is ertoe gehouden minstens drie vierde en hoogstens drie vierde plus twee lestijden van de duur van de volledige prestaties gebonden aan het ambt dat het lid uitoefent, te presteren. In voorkomend geval wordt de duur van de prestaties die tijdens deze terbeschikkingstelling door het personeelslid uitgeoefend moeten worden, naar boven afgerond.

Deze terbeschikkingstelling is onomkeerbaar en wordt toegekend tot de datum waarop de betrokken persoon pensioengerechtigd is.

Tijdens de volledige duur van deze terbeschikkingstelling wordt, voor de lestijden die niet meer gepresteerd worden, wachtgeld of een wachtweddetoelage toegekend van 50 percent van de laatste activiteitswedde of van de laatste activiteitsweddetoelage voor dat aantal lestijden.

Die bepalingen zijn van toepassing op de personeelsleden die hun opdrachten gedeeltelijk verloren hebben en aanvullende opdrachten aanvragen, waardoor zij drie vierde van de volledige prestaties kunnen bereiken die gebonden zijn aan het ambt dat ze uitoefenen.

§ 2. De in artikel 7 bedoelde personeelsleden, in dienstactiviteit, die houder zijn van een betrekking van een wervings- of selectieambt met volledige of onvolledige prestaties boven een halve opdracht, kunnen een deeltijdse terbeschikkingstelling genieten wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen overeenkomstig de bepalingen van deze paragraaf, voor zover zij geen rustpensioen kunnen genieten van de Staatskas en minstens 55 jaar oud zijn.

Het personeelslid dat houder is van een wervingsambt en dergelijke terbeschikkingstelling geniet, is ertoe gehouden minstens de helft en hoogstens de helft plus twee lestijden van de volledige prestaties gebonden aan het ambt dat hij uitoefent, uit te voeren.

Het personeelslid dat houder is van een wervingsambt en dergelijke terbeschikkingstelling geniet, is ertoe gehouden minstens vijf halve dagen per week te presteren.

Deze terbeschikkingstelling is onomkeerbaar en wordt toegekend tot de datum waarop de betrokken persoon pensioengerechtigd is.

Tijdens de volledige duur van deze terbeschikkingstelling wordt, voor de lestijden die niet meer gepresteerd worden, wachtgeld of een wachtweddetoelage toegekend van 50 percent boven de laatste activiteitswedde of van de laatste activiteitsweddetoelage voor dat aantal lestijden.

Die bepalingen zijn van toepassing op de personeelsleden die hun opdrachten gedeeltelijk verloren hebben en aanvullende opdrachten aanvragen, waardoor zij de helft van de volledige prestaties kunnen bereiken die gebonden zijn aan het ambt dat ze uitoefenen.

§ 3. De in artikel 7 bedoelde personeelsleden, in dienstactiviteit, die houder zijn van een betrekking van een wervingsambt met volledige of onvolledige prestaties die hoger zijn dan of gelijk zijn aan een halve opdracht, kunnen een deeltijdse terbeschikkingstelling genieten wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen overeenkomstig de bepalingen van deze paragraaf, voor zover zij geen rustpensioen kunnen genieten ten laste van de Staatskas en zij minstens 55 jaar oud zijn.

Het personeelslid dat dergelijke terbeschikkingstelling geniet, is ertoe gehouden minstens een kwart en hoogstens een kwart plus twee lestijden van de duur van de volledige prestaties gebonden aan het ambt dat het lid uitoefent, uit te voeren. In voorkomend geval wordt de duur van de prestaties die tijdens deze terbeschikkingstelling door het personeelslid uitgeoefend moeten worden, naar boven afgerond.

Deze terbeschikkingstelling is onomkeerbaar en wordt toegekend tot de datum waarop de betrokken persoon pensioengerechtigd is.

Tijdens de volledige duur van deze terbeschikkingstelling wordt voor de lestijden die niet meer gepresteerd worden, wachtgeld of een wachtweddetoelage toegekend gelijk ofwel aan 50 percent van de laatste activiteitswedde of de laatste activiteitsweddetoelage toegekend voor dat aantal lestijden, ofwel aan zoveel vierenvijftigsten, vijfenvijftigsten of zestigsten van de laatste activiteitswedde die overeenkomen met de dienstanciënniteit van het personeelslid op de datum van zijn terbeschikkingstelling, naargelang de in acht genomen fractie voor de berekening van het pensioen 1/50, 1/55 of 1/60 bedraagt, zonder dat, in de tweede berekening, het totaal bedrag van de activiteitswedde of activiteitsweddetoelage en wachtgeld of de wachtweddetoelage evenwel 67,5 % van de laatste activiteitswedde of de laatste activiteitsweddetoelage mag overschrijden.

Het wachtgeld of de wachtweddetoelage toegekend aan het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld bij toepassing van voornoemde bepaling, wordt berekend zodat het personeelslid het meest gunstige stelsel kan genieten.

Voor de toepassing van de tweede berekeningswijze bedoeld in het 4de lid, worden voor hun werkelijke duur de diensten in acht genomen die in aanmerking komen voor de berekening van het rustpensioen, met inbegrip van de nuttige ervaring binnen de perken bedoeld bij artikel 17 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs en met uitsluiting van de bonificaties voor studies en van de andere lestijden die voor de vaststelling van de wedde in aanmerking worden genomen.

Op 1 september 2005 worden de woorden «zoveel vierenvijftigsten» bedoeld in het 4de lid vervangen door de woorden «zoveel vijfenvijftigsten».

Deze bepalingen zijn van toepassing op de personeelsleden die hun opdrachten gedeeltelijk verloren hebben en aanvullende opdrachten aanvragen, waardoor zij een kwart van de volledige prestaties gebonden aan het ambt dat ze uitoefenen, kunnen bereiken.

§ 4. De terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen bedoeld in de paragrafen 1, 2 en 3 gaat in op de eerste dag van het schooljaar of academiejaar voor zover het betrokken personeelslid 55 jaar oud of meer is op die datum.

De aanvraag om terbeschikkingstelling wordt ten laatste op 1 juni van het schooljaar of academiejaar dat aan het jaar voorafgaat waarop het lid ter beschikking wenst te worden gesteld, door het personeelslid ingediend.

De aanvraag mag evenwel ten laatste op 15 juli worden ingediend van het schooljaar of academiejaar dat aan het jaar voorafgaat waarop het lid ter beschikking wenst te worden gesteld als het personeelslid uitzonderlijke omstandigheden kan laten gelden.

In afwijking van het 1° lid kan het personeelslid dat de leeftijd van 55 jaar bereikt na de eerste dag van het schooljaar of academiejaar en ten laatste op 1 januari dat volgt een terbeschikkingstelling genieten wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen bedoeld in paragraaf 2 op 1 januari van datzelfde schooljaar of academiejaar. In dat geval dient het personeelslid zijn aanvraag om terbeschikkingstelling ten laatste op 1 december van het bedoelde schooljaar of academiejaar in.

§ 5. De bepalingen van de paragrafen 1 en 3 zijn niet van toepassing op de leden van het opvoedend hulppersoneel.

§ 6. In afwijking van de bepalingen van artikel 10ter, § 4, kunnen de personeelsleden die ten laatste op 1 januari 2005 de leeftijd van 55 jaar bereikt hebben op die datum een terbeschikkingstelling genieten wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen bedoeld in paragraaf 1 of 3 van artikel 10ter, onder de voorwaarden vastgelegd door deze bepalingen en voor zover zij hun aanvraag om terbeschikkingstelling ten laatste op 10 december 2004 hebben ingediend.».

**Art. 6.** Artikel 10quinquies van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het decreet van 22 december 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 10quinquies. § 1. De in artikel 7 bedoelde personeelsleden, in dienstactiviteit of ter beschikking gesteld wegens ziekte, die de bepalingen van artikel 10ter, § 1, genieten, kunnen op hun aanvraag de bepalingen van artikel 8, 10, 10bis, 10ter, § 2 of 10ter, § 3 genieten onder de voorwaarden vastgelegd door deze bepalingen.

De in artikel 7 bedoelde personeelsleden, in dienstactiviteit of ter beschikking gesteld wegens ziekte, die de bepalingen van artikel 10ter, § 2, genieten, kunnen op hun aanvraag de bepalingen van artikel 8, 10, 10bis of 10ter, § 3 genieten onder de voorwaarden vastgelegd door deze bepalingen.

De in artikel 7 bedoelde personeelsleden, in dienstactiviteit of ter beschikking gesteld wegens ziekte, die de bepalingen van artikel 10ter, § 3, genieten, kunnen op hun aanvraag de bepalingen van artikel 8, 10 of 10bis genieten onder de voorwaarden vastgelegd door deze bepalingen.

§ 2. Wanneer het personeelslid een terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen verandert in een andere terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen overeenkomstig § 1, is de laatste activiteitswedde of de laatste activiteitsweddetoelage die als basis dient voor het berekenen van het wachtgeld of de wachtweddetoelage die toegekend wordt aan het personeelslid gedurende de volledige duur van deze nieuwe terbeschikkingstelling, de activiteitswedde of de activiteitsweddetoelage die hij gekregen zou hebben als hij tot de laatste dag van deze nieuwe terbeschikkingstelling de prestaties zou hebben uitgevoerd waarvoor hij benoemd, definitief aangeworven is of waarvan de benoeming erkend is daar waar de erkenning bestaat.

§ 3. Het personeelslid dat, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, een terbeschikkingstelling genoten heeft wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen gedurende een schooljaar of een academiejaar, kan de toepassing van de bepalingen van paragraaf 1 slechts genieten tijdens een later schooljaar of academiejaar.».

**Art. 7.** In artikel 10septies, 1ste lid, van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het decreet van 24 juli 1997, worden de woorden « van artikel 10ter » vervangen door de woorden « van artikel 10ter, § 2 ».

**Art. 8.** Artikel 10nonies van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het decreet van 24 juli 1997, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De aanvragen om terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen worden in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs door de personeelsleden langs de hiërarchische weg ingediend en in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs via de inrichtende macht of zijn afgevaardigde.».

**Art. 9.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 10decies ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 10decies. § 1. Het personeelslid ter beschikking gesteld wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen kan van de Regering de toelating krijgen een lucratieve bezigheid uit te oefenen onder de voorwaarden en met naleving van de onverenigbaarheden bedoeld bij deze bepaling.

In geen enkel geval mag deze bezigheid uitgeoefend worden in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs of in door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra.

§ 2. Het in paragraaf 1 bedoeld personeelslid wordt mits voorafgaande toestemming van de Regering toegelaten :

1° een beroepsactiviteit uit te oefenen die onder toepassing valt van de wetgeving op de arbeidsovereenkomsten of van een soortgelijk wettelijk of reglementair statuut, voor zover de bruto beroepsinkomsten het door de Regering vastgelegd bedrag niet overschrijden;

2° een beroepsactiviteit uit te oefenen als zelfstandige of als helper die de onderwerping aan het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, tot gevolg heeft, of die uitgeoefend wordt in de hoedanigheid van echtgenoot-helper, voor zover de beroepsinkomsten voortvloeiend uit deze activiteit het door de Regering vastgelegd bedrag niet overschrijden;

3° een activiteit uit te oefenen die bestaat in het scheppen van wetenschappelijke werken of het tot stand brengen van een artistieke schepping en die geen weerslag heeft op de arbeidsmarkt voor zover de betrokken persoon geen handelaar is in de zin van het Wetboek van koophandel;

4° iedere andere activiteit, mandaat, ambt of post uit te oefenen, voor zover de bruto inkomsten die eruit voortvloeien, ongeacht hun benaming, het door de Regering vastgelegd bedrag niet overschrijden;

5° de ambten van burgemeester uit te oefenen in een gemeente waarvan de bevolking niet meer dan 15.000 inwoners telt, van schepen of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in een gemeente waarvan de bevolking niet meer dan 30.000 inwoners telt.

§ 3. De gelijktijdige of opeenvolgende uitoefening van verschillende activiteiten bedoeld in § 2, 1° tot 4°, wordt toegelaten voor zover het totaal bedrag van de in § 2, 1° tot 4° bedoelde inkomsten het bedrag vastgelegd door de Regering niet overschrijdt.

§ 4. De uitoefening van de in § 2, 5°, bedoelde ambten sluit de uitoefening uit van de activiteiten bedoeld in § 2, 1° tot 4°.

§ 5. Onder beroepsinkomsten van de activiteiten bedoeld in § 2, 2°, wordt verstaan de bruto beroepsinkomsten, verminderd met de professionele uitgaven of lasten die door de Administratie der Directe Belastingen in aanmerking worden genomen voor de vaststelling van de belasting voor het betrokken jaar.

Als de activiteit van helper door de echtgenoot wordt uitgeoefend, moet het gedeelte van de beroepsinkomsten van de uitbater in aanmerking genomen worden dat toe te kennen is aan de helper overeenkomstig artikel 86 van voormeld Wetboek van inkomstenbelastingen. Het gedeelte van de beroepsinkomsten toegekend aan de echtgenoot overeenkomstig artikel 87 van dat Wetboek wordt bijgeteld bij de inkomsten van de uitbater.

Als de activiteit als zelfstandige of helper in het buitenland wordt uitgeoefend, wordt er rekening gehouden met de belastbare beroepsinkomsten die uit deze activiteit voortvloeien.

Als de activiteit als zelfstandige of helper wegens de aard of bijzondere omstandigheden onderbroken wordt gedurende één of meerdere lestijden van een bepaald jaar, wordt zij geacht ononderbroken uitgeoefend te zijn tijdens het volledige betrokken jaar. De beroepsinkomsten van een kalenderjaar zijn steeds geacht evenredig verdeeld te zijn over de werkelijke of vermoede activiteitsmaanden van het betrokken jaar.

§ 6. Bij overschrijding van de bedragen vastgelegd bij de Regering bij toepassing van deze bepaling of van de bedragen die voortvloeien uit de toepassing van § 2, 5°, wordt de wachtwedde of de wachtweddetoelage van het personeelslid opgeschort.

§ 7. Het personeelslid is ertoe gehouden de Regering op de hoogte te brengen van alle wijzigingen van inkomsten die een vermindering of een intrekking van zijn wachtgeld of wachtweddetoelage zouden kunnen veroorzaken.

§ 8. Zolang deze bepaling niet onderworpen wordt aan specifieke toepassingsbepalingen, blijven de van kracht zijnde reglementaire bepalingen van toepassing.».

#### HOOFDSTUK II. — *Wijziging met betrekking tot de toekenning van een vergoeding wegens begrafenis kosten*

**Art. 10.** Artikel 1, 1ste lid, van het koninklijk besluit van 19 juni 1967 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafenis kosten in geval van overlijden van sommige personeelsleden die onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur ressorteren, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 november 1973, wordt aangevuld met volgend littera :

« - ter beschikking wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen».

**Art. 11.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 februari 1970 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafenis kosten in geval van overlijden van leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 november 1973, wordt aangevuld met volgend littera :

« - ter beschikking wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen».

#### HOOFDSTUK III. — *Haard- en standplaatstoelagen van de leden van het onderwijzend personeel*

**Art. 12.** De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de leden van het onderwijzend personeel die een wedde of een weddetoelage genieten ten laste van de Franse Gemeenschap.

De gesubsidieerde contractuele ambtenaren, de hulpverleners voor de bevordering van tewerkstelling en de ambtenaren aangeworven in het kader van het Doorstromingsprogramma worden beschouwd als personeelsleden voor de toepassing van het 1ste lid.

**Art. 13.** § 1. Ingeval de jaarlijkse wedde, vastgelegd voor volledige prestaties, voor het in artikel 12 bedoeld personeelslid de in artikel 14 bedoelde bedragen niet overschrijdt :

1° wordt aan de volgende personen een haardtoelage toegekend :

het getrouwd personeelslid of het personeelslid dat samenleeft;

het personeelslid dat één of meerdere kinderen ten laste heeft die kinderbijslag genieten, behalve als hij samenleeft met een personeelslid dat een haardtoelage geniet;

2° wordt een standplaatstoelage toegekend aan het personeelslid dat niet in 1° bedoeld is.

§ 2. Wanneer het in artikel 12 bedoeld personeelslid getrouwd is of samenleeft met een personeelslid van een openbare dienst die aan zijn ambtenaren een haardtoelage toekent, wordt de haardtoelage hem toegekend als hij de laagste wedde geniet.

Om de laagste wedde te bepalen, worden de wedden vergeleken die op een jaarlijkse bruto niet-geïndexeerde basis worden uitgedrukt, met inbegrip van de respectievelijke geldelijke anciënniteiten en die overeenkomen met volledige prestaties.

Als één van de echtgenoten of van de samenwonenden of de twee echtgenoten of samenwonenden de gewaarborgde retributie genieten, zonder rekening te houden met de haardtoelage die eventueel moet worden toegekend, wordt de haardtoelage aan het in artikel 12 bedoeld personeelslid toegekend als hij de hoogste wedde geniet en als deze laatste er recht op heeft overeenkomstig de bepalingen van artikel 14.

Voor gelijke bedragen kunnen de echtgenoten of samenwonenden in overleg kiezen wie van de twee de haardtoelage zal genieten.

§ 3. De uitbetaling van de haardtoelage wordt ondergeschikt aan een verklaring op eer die geschreven is door het personeelslid volgens het model dat door de Regering is vastgelegd en in drie exemplaren naar het Algemeen bestuur voor Onderwijspersoneel verstuurd.

§ 4. De personeelsleden in een administratieve positie van terbeschikkingstelling gesteld, genieten noch de haardtoelage, noch de standplaatstoelage.

**Art. 14.** Het jaarlijkse bedrag van de haard- of standplaatstoelage wordt als volgt vastgesteld :

1° wedden die 15.940,43 euro niet overschrijden :

haardtoelage : 7.19,89 euro;

standplaatstoelage : 359,95 euro;

2° wedden die 15.940,43 euro overschrijden zonder evenwel 18.147,79 euro te overschrijden :

haardtoelage : 359,95 euro;

standplaatstoelage : 179,98 euro.

De bezoldiging van het personeelslid waarvan de wedde 15.940,43 euro overschrijft, mag niet lager zijn dan de bezoldiging die hij zou verkrijgen als zijn wedde zoveel bedroeg. In voorkomend geval, wordt het verschil hem toegekend in de vorm van gedeeltelijke haard- of standplaatstoelage.

De bezoldiging van het personeelslid waarvan de wedde 18.147,79 euro overschrijft, mag niet lager zijn dan de bezoldiging die hij zou verkrijgen als zijn wedde zoveel bedroeg. In voorkomend geval, wordt het verschil hem toegekend in de vorm van gedeeltelijke haard- of standplaatstoelage.



Onder bezoldiging verstaat men de wedde of weddetoelage verhoogd met de volledige of gedeeltelijke haard- of standplaatstoelage, in voorkomend geval na aftrek van de gestorte bedragen voor het overlevingspensioen.

**Art. 15.** De mobiliteitsregeling die voor de bezoldigingen van de personeelsleden geldt, is ook van toepassing op de haardtoelage, op de standplaatstoelage en op de basiswedden vastgesteld voor de toekenning ervan.

Zij zijn gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 op 1 januari 1990.

**Art. 16.** De haard- of standplaatstoelage wordt toegekend aan de personeelsleden met onvolledige prestaties naar rata van die verstrekkingen.

Deze wordt niet toegekend voor bijkomende ambten.

**Art. 17.** De haard- of standplaatstoelage wordt gelijktijdig betaald met de wedde van de betrokken maand. Deze wordt uitbetaald in dezelfde mate en volgens dezelfde modaliteiten als de wedde die voor een onvolledige maand verschuldigd is.

Wanneer er in de loop van een maand een feit voorkomt dat het recht op de haard- of standplaatstoelage wijzigt zoals bepaald in artikel 13, wordt het voordeligste stelsel toegepast voor de volledige maand.

**HOOFDSTUK IV. — Wijziging van de bepalingen betreffende de geldstatuten van de personeelsleden uit het onderwijs en uit de psycho-medisch-sociale centra en van de leden van het bestuurspersoneel, van het meester-, vak- en dienstpersoneel**

**Art. 18.** In artikel 17, § 1, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 juni 1962, 22 januari 1970 en 18 februari 1974 en bij de decreten van 20 december 2001 en 3 maart 2004, worden de woorden « zes jaar » vervangen door de woorden « zeven jaar ».

**Art. 19.** In artikel 14 van het koninklijk besluit van 1 december 1970 tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de ambten van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel der rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 november 1971 en 28 januari 1975, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder littera 3. worden de woorden « wanneer die school door de Staat is overgenomen » geschrapt;

2° onder littera 4. worden tussen de woorden « met volledige » en « prestaties » de woorden « of onvolledige » ingevoegd.

**HOOFDSTUK V. — De sociale democratie**

*Afdeling I. — Programmaprojecten*

**Art. 20.** In artikel 17 van het decreet van 24 juli 1977 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt als volgt aangevuld :

« na beraadslaging :

1° De Begeleidingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;

2° naargelang het geval, de Algemene raad voor basisonderwijs of de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16;

3° de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 16;

4° de representatieve vakverenigingen die het onderwijzend personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen. ».

2° paragraaf 2 wordt als volgt aangevuld :

« en eens dat advies gegeven, na beraadslaging :

1° de Begeleidingscommissie opgericht bij voornoemd decreet van 27 maart 2002;

2° naargelang het geval, de Algemene raad voor basisonderwijs of de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16;

3° de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 16;

4° de representatieve vakverenigingen die het onderwijzend personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen. ».

**Art. 21.** In artikel 27 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt als volgt aangevuld :

« na beraadslaging :

1° de Begeleidingscommissie opgericht bij voornoemd decreet van 27 maart 2002;

2° de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16;

3° de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 16;

4° de representatieve vakverenigingen die het onderwijzend personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen. »;

2° paragraaf 2 wordt als volgt aangevuld :

« en eens dat advies gegeven, na beraadslaging :

1° de Begeleidingscommissie opgericht bij voornoemd decreet van 27 maart 2002;

2° de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16;

3° de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 16;

4° de representatieve vakverenigingen die het onderwijzend personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen. ».

**Art. 22.** In artikel 36 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt als volgt aangevuld :

« na beraadslaging :

1° de Begeleidingscommissie opgericht bij voornoemd decreet van 27 maart 2002;

2° de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16;

3° de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 16;

4° de representatieve vakverenigingen die het onderwijzend personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen. »;

2° paragraaf 2 wordt als volgt aangevuld :

« en eens dat advies gegeven, na beraadslaging :

1° de Begeleidingscommissie opgericht bij voornoemd decreet van 27 maart 2002;

2° de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16;

3° de representatieve vakverenigingen die het onderwijzend personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen. ».

3° paragraaf 2bis wordt als volgt aangevuld :

« en eens dat advies gegeven, na beraadslaging :

1° de Begeleidingscommissie opgericht bij voornoemd decreet van 27 maart 2002;

2° de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 16;

3° de representatieve vakverenigingen die het onderwijzend personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen. ».

**Art. 23.** In artikel 50 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt als volgt aangevuld :

«na beraadslaging :

1° de Begeleidingscommissie opgericht bij voornoemd decreet van 27 maart 2002;

2° de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16;

3° de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 16;

4° de representatieve vakverenigingen die de leden van het onderwijzend personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen.».

2° paragraaf 2, 1ste lid wordt als volgt aangevuld :

« en eens dat advies gegeven, na beraadslaging :

1° de Begeleidingscommissie opgericht bij voornoemd decreet van 27 maart 2002;

2° de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16;

3° de representatieve vakverenigingen die de leden van het onderwijzend personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen. »;

3° paragraaf 2bis wordt als volgt aangevuld :

« en eens dat advies gegeven, na beraadslaging :

1° de Begeleidingscommissie opgericht bij voornoemd decreet van 27 maart 2002;

2° de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 16;

3° de representatieve vakverenigingen die de leden van het onderwijzend personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen. ».

**Art. 24.** In artikel 3 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij de decreten van 11 juli 2002 en 12 mei 2004, wordt het 1ste lid aangevuld met een punt 11. luidend als volgt :

« 11. advies te geven over de projecten van studieprogramma's overeenkomstig de artikelen 17, 27, 36 en 50 van het opdrachtendecreet. ».

**Art. 25.** In artikel 2 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs, zoals gewijzigd bij de decreten van 24 juli 1997 en 19 juli 2001, wordt het 1ste lid aangevuld met een punt 4° luidend als volgt :

« 4° advies geven over de projecten van studieprogramma's overeenkomstig de artikelen 17, 27, 36 en 50 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. ».

**Art. 26.** In artikel 22 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen, zoals gewijzigd bij het decreet van 24 juli 1997, wordt het 1ste lid als volgt aangevuld :

« - advies te geven over de projecten van studieprogramma's overeenkomstig artikel 17 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. ».

**Art. 27.** In artikel 169 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt het 1ste lid aangevuld met een punt 7° luidend als volgt :

« 7° advies geven over de projecten van studieprogramma's overeenkomstig de artikelen 17, 27, 36 en 50 van voornoemd decreet van 24 juli 1997. ».

*Afdeling II. — Beheer van de bijkomende hulpverleningen Geco's, TBW en PDP**Onderafdeling I. — Toekenning van betrekkingen*

**Art. 28.** De bepalingen van deze onderafdeling hebben betrekking tot de gesubsidieerde betrekkingen in de vorm van gesubsidieerde contractuelen (Geco's), tegemoetkoming ter bevordering van de werkgelegenheid (TBW) en professioneel doorstromingsprogramma (PDP) en toegekend aan de onderwijsinstellingen, met uitzondering van de kinderverzorgers bedoeld in titel I van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap en van de betrekkingen van psychomotriciteit overeenkomstig artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving.

**Art. 29.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° « inrichtende macht » :

a) de Franse Gemeenschap;

b) een gemeente, een vereniging van gemeentes, een provincie, de Franse Gemeenschapscommissie of elke andere publiekrechtelijke persoon, voor het officieel gesubsidieerd onderwijsnet;

c) een privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die de verantwoordelijkheid van het onderwijs dat in één of meerdere instellingen voor gesubsidieerd vrij onderwijs verstrekt wordt, opneemt.

2° « commissie » :

a) internaten die van deze instellingen en van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met de controle op die instellingen afhangen;

b) in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs : de plaatselijke commissie voor het beheer van de betrekkingen bedoeld in de artikelen 6, 8, 10 en 12 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs.

3° « instelling » : de schoolinstellingen voor kleuter-, lager, basis-, secundair onderwijs, onderwijs met volledig leerplan, met inbegrip van de internaten, de recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, het Centrum voor zelfvorming en voortgezette vorming van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, het technisch en pedagogisch centrum van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en het technisch centrum van de Franse Gemeenschap van Gembloux.

**Art. 30.** De Regering deelt aan de commissies het aantal in artikel 28 bedoelde betrekkingen mee die zij aan elk net, aan elke zone en, wat betreft het vrij gesubsidieerd onderwijs, volgens elk karakter, besteedt.

**Art. 31.** § 1. De aanvragen om de toekenning van een ambt van gesubsidieerde contractuelen (Geco), tegemoetkoming ter bevordering van de werkgelegenheid (TBW) en professioneel doorstromingsprogramma (PDP) binnen een instelling te genieten, worden bij de bevoegde commissie ingediend, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, door het hoofd van de instelling en, in het gesubsidieerd onderwijs, door de inrichtende macht of haar afgevaardigde. De aanvragen moeten de instelling aangeven en, in voorkomend geval, de vestiging waarvoor de toekenning van één of meerdere betrekkingen wordt aangevraagd.

§ 2. De aanvragen moeten ingediend worden volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, op de eerste werkdag van de maand april van het schooljaar dat aan het jaar voorafgaat waarvoor de toekenning wordt aangevraagd.

**Art. 32.** De Regering kent aan de instellingen betrekkingen toe op gemotiveerd voorstel van de commissies die namelijk rekening houden met de behoeften, de werking en de schoolbevolking van de instellingen alsmede met de prioriteiten die gelegd zijn krachtens overeenkomsten genomen krachtens artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en krachtens het besluit van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen.

**Art. 33.** Elke commissie geeft haar voorstellen aan de Regering de laatste werkdag van de maand april van het schooljaar dat aan het schooljaar voorafgaat waarvoor de toekenning wordt aangevraagd.

**Art. 34.** De Regering beslist over de toekenning van de ambten en informeert de hoofden van de instellingen en de inrichtende machten ten laatste op het einde van de maand mei dat aan het schooljaar waarvoor de toekenning wordt aangevraagd, erover.

Wegens gewettigde uitzonderlijke omstandigheden kan een inrichtende macht door de Regering toegelaten worden, op haar aanvraag, een deel of het geheel van een betrekking die aan één van haar instellingen is toegekend naar een andere instelling, of in voorkomend geval, naar een andere vestiging, over te plaatsen.

Om in aanmerking te kunnen worden genomen, moeten de in vorig lid bedoelde aanvragen ten laatste op 15 oktober van het betrokken schooljaar worden ingediend.

In het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs kan de Regering, wegens uitzonderlijke omstandigheden, beslissen om een deel of het geheel van een betrekking die aan een instelling toegekend is, naar een andere instelling, of in voorkomend geval, naar een andere vestiging over te plaatsen.

De in dit artikel bedoelde overplaatsingen gaan ten laatste in op 1 november.

Ten laatste op 1 december informeert de Regering de interzonale affectatiecommissie bedoeld in artikel 14ter, § 1 van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969 alsmede de centrale commissies voor het beheer van betrekkingen bedoeld bij de artikelen 5, 7, 9 en 11 van voornoemd decreet van 12 mei 2004 over de overplaatsingen toegelaten krachtens deze bepaling.

## Onderafdeling II. — Wijzigingsbepalingen

**Art. 35.** Artikel 14<sup>quater</sup>, § 1<sup>quater</sup> van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

zoals ingevoegd bij het decreet van 12 mei 2004, wordt aangevuld met de woorden «alsmede voor de opdrachten bedoeld bij het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke Overheidsdiensten – Afdeling II».

**Art. 36.** In artikel 14<sup>quater</sup> van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993 en gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 1994, 9 januari 1996, 12 januari 1998 en 29 april 1999, bij de decreten van 29 maart 2001, 20 december 2001, 3 juli 2003, 17 december 2003 en 12 mei 2004, wordt een § 1<sup>quinquies</sup> toegevoegd, luidend als volgt :

« § 1<sup>quinquies</sup>. – De Plaatselijke commissie is bevoegd voor de opdrachten bedoeld in artikel 21, § 1 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan en bij artikel 36 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving. ».

**Art. 37.** In artikel 6 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 3de lid wordt aangevuld met de punten 5. en 6., luidend als volgt :

« 5. voor de opdrachten bedoeld bij het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke Overheidsdiensten – Afdeling II;

6. in artikel 36 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving. »;

2° in het 4de lid, worden de woorden « van lid 3, 4. » Vervangen door de woorden « van lid 3, 4., van lid 3, 5. ».

**Art. 38.** In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 3e lid, wordt punt 2. aangevuld met littera c) en d), luidend als volgt :

« c) bij het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke Overheidsdiensten – Afdeling II;

d) in artikel 21, § 1 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan.»;

2° in het 4de lid, worden de woorden «lid 3, 2., c) en» ingevoegd tussen de woorden «krachtens» en de woorden « de artikelen 11 en 12 ».

**Art. 39.** In artikel 10 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 3de lid wordt aangevuld met punten 5. en 6. luidend als volgt :

« 5. voor de opdrachten bedoeld bij het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke Overheidsdiensten – Afdeling II;

6. in artikel 36 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving.»;

2° in het 4de lid, worden de woorden « van lid 3, 4. » vervangen door de woorden « van lid 3, 4., van lid 3, 5. ».

**Art. 40.** In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 3de lid, wordt punt 2. aangevuld met littera c) en d), luidend als volgt :

« c) bij het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke Overheidsdiensten – Afdeling II;

d) in artikel 21, § 1 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan. »;

2° in het 4de lid, worden de woorden « lid 3, 2., c) en » ingevoegd tussen de woorden «krachtens» en de woorden « de artikelen 11 en 12 ».

**Afdeling III.** — Het gebruik van het aantal opgenomen, aanvullende of bijkomende lestijden-leerkracht en van het opgenomen lestijdenpakket

**Art. 41.** In artikel 21<sup>ter</sup> van het decreet van 2 juli 1990 betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, zoals ingevoegd bij het decreet van 15 oktober 1991 en gewijzigd bij het decreet van 17 december 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 3de lid wordt als volgt aangevuld :

« Zij informeren, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de plaatselijke affectatiecommissie bedoeld in artikel 14<sup>quater</sup> van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van de bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de

inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen en, in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de plaatselijke commissie voor het beheer van betrekkingen bedoeld bij de artikelen 8 en 12 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, over deze verdeling. »;

2° artikel 21<sup>ter</sup> wordt aangevuld met een 4e lid, luidend als volgt :

« Het gebruik van het aantal lestijden-leerkracht toegekend bij toepassing van deze bepaling, wordt onderworpen aan het voorafgaand advies, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de ondernemingsraad of bij gebrek, van de syndicale afvaardiging, met recht op evocatie van het bureau voor bemiddeling bij onenigheid. ».

**Art. 42.** In artikel 20 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, zoals gewijzigd bij de decreten van 21 december 1992, 22 december 1994, 2 april 1996, 25 juli 1996, 24 juli 1997, 14 juni 2001 en 19 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt aangevuld met een 3de lid, luidend als volgt :

« Het gebruik van het aantal lestijden-leerkracht overgebracht bij toepassing van deze bepaling, wordt onderworpen aan het voorafgaand advies, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie, en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de ondernemingsraad of bij gebrek, van de syndicale afvaardiging met recht op evocatie van het bureau voor bemiddeling bij onenigheid. »;

2° paragraaf 4 wordt aangevuld met een 2e lid, luidend als volgt :

« Het gebruik van lestijden-leerkracht bij toepassing van deze bepaling wordt onderworpen aan het voorafgaand advies, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie, en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de ondernemingsraad of bij gebrek, van de syndicale afvaardiging met recht op evocatie van het bureau voor bemiddeling bij onenigheid. »;

3° paragraaf 5 wordt aangevuld met een 6de lid, luidend als volgt :

« Het gebruik van lestijden-leerkracht bij toepassing van deze bepaling wordt onderworpen aan het voorafgaand advies, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie, en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de ondernemingsraad of bij gebrek, van de syndicale afvaardiging met recht op evocatie van het bureau voor bemiddeling bij onenigheid. »

**Art. 43.** In artikel 21 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij de decreten van 2 april 1996, 30 juni 1998 en 27 maart 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met de leden 3 tot 6, luidend als volgt :

« Het gebruik bedoeld bij het 1ste lid wordt onderworpen aan het voorafgaand advies, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, van de plaatselijke affectatiecommissie bedoeld bij artikel 14<sup>quater</sup> van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen en, in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de plaatselijke commissie voor het beheer van betrekkingen bedoeld bij de artikelen 8 en 12 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs.

Bij gebrek aan advies verleend binnen de maand van aanhangigmaking bij de commissie, wordt het advies van deze laatste als positief beschouwd.

De inrichtende macht of de groep inrichtende machten bedoeld bij het 1ste lid informeert de in het 3de lid bedoelde commissie over het gebruik bij toepassing van deze bepaling en van de betrokken instellingen.

Het gebruik van het aantal lestijden-leerkracht opgenomen bij toepassing van deze bepaling, wordt onderworpen aan het voorafgaand advies, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie, en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de ondernemingsraad of bij gebrek, van de syndicale afvaardiging met recht op evocatie van het bureau voor bemiddeling bij onenigheid. »;

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met een 3de lid, luidend als volgt :

« Het gebruik van het aantal aanvullende lestijden-leerkracht bij toepassing van deze bepaling, wordt onderworpen aan het voorafgaand advies, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie, en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de ondernemingsraad of bij gebrek, van de syndicale afvaardiging met recht op evocatie van het bureau voor bemiddeling bij onenigheid. ».

**Art. 44.** Artikel 36 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, zoals aangevuld met het decreet van 27 maart 2002, wordt aangevuld met de leden 4 tot 7, luidend als volgt :

« Het gebruik bedoeld bij het 1ste lid wordt onderworpen aan het voorafgaand advies, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, van de plaatselijke affectatiecommissie bedoeld bij artikel 14<sup>quater</sup> van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen en, in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de plaatselijke commissie voor het beheer van betrekkingen bedoeld bij de artikelen 6 en 10 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs.

Bij gebrek aan advies verleend binnen de maand van aanhangigmaking bij de commissie, wordt het advies van deze laatste als positief beschouwd.

De Regering, de inrichtende macht of de groep inrichtende machten bedoeld bij het 1ste lid informeert de in het 4e lid bedoelde commissie over het gebruik bij toepassing van deze bepaling en van de betrokken instellingen.

Het gebruik van het aantal lestijden-leerkracht bij toepassing van deze bepaling, wordt onderworpen aan het voorafgaand advies, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie, en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de ondernemingsraad of bij gebrek, van de plaatselijke overleginstantie, of bij gebrek, van de syndicale afvaardiging met recht op evocatie van het bureau voor bemiddeling bij onenigheid. ».

#### *Afdeling IV. — Het gebruik van werkingsdotaties en -subsidies*

**Art. 45.** In artikel 3 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 28 april 2004, wordt een paragraaf 3ter ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3ter. – Het hoofd van de instelling informeert het basisoverlegcomité over het gebruik van de dotatie bedoeld in het 1ste lid van paragraaf 1 en laat, op aanvraag van deze instantie, de raadpleging van de bewijsstukken toe. ».

**Art. 46.** Artikel 37 van dezelfde wet, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986 en bij het decreet van 27 oktober 1997, wordt met volgend lid aangevuld :

« De inrichtende macht informeert, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de plaatselijke paritaire commissie en, in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de ondernemingsraad of, bij gebrek, de plaatselijke overleginstantie of, bij gebrek, de syndicale afvaardiging, over het gebruik van de subsidies bedoeld in het 1ste lid en laat toe, op aanvraag van deze instantie, de bewijsstukken te raadplegen. ».

#### *Afdeling V. — Bepalingen met betrekking tot de Raad van beroep*

**Art. 47.** Artikel 146 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen wordt aangevuld met volgend lid :

« In het kader van een beroep ingediend tegen een voorstel van tuchtstraf, moeten alle elementen in overweging en aanmerking genomen worden door de Raad van beroep, met inbegrip, in voorkomend geval, van het inspectieverslag betreffende de professionele en pedagogische bekwaamheden die tot de tuchtmaatregel hebben geleid. De geldigheidsduur van dat verslag is beperkt tot een periode van twaalf maanden die begint op de datum waarop het opgesteld is. Wanneer de tuchtstraf evenwel begint op basis van dat verslag binnen die termijn, blijft het verslag geldig tot de datum waarop de beslissing om tuchtstraf aan het personeelslid wordt bekendgemaakt. ».

**Art. 48.** Artikel 154 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra, van de leden van de inspectiedienst belast met toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, wordt aangevuld met het volgend lid :

« In het kader van een beroep ingediend tegen een voorstel van tuchtstraf, moeten alle elementen in overweging en aanmerking genomen worden door de Raad van beroep, met inbegrip, in voorkomend geval, van het inspectierapport betreffende de professionele bekwaamheden dat tot de tuchtmaatregel heeft geleid. De geldigheidsduur van dat verslag is beperkt tot een periode van twaalf maanden die begint op de datum waarop het opgesteld is. Wanneer de tuchtstraf evenwel begint op basis van dat verslag binnen die termijn, blijft het verslag geldig tot de datum waarop de beslissing om tuchtstraf aan het personeelslid wordt bekendgemaakt. ».

**Art. 49.** Artikel 74 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, zoals gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1999 en 19 december 2002, wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt :

« § 5. In het kader van een beroep ingediend tegen een voorstel van tuchtstraf, moeten alle elementen in overweging en aanmerking genomen worden door de Raad van beroep, met inbegrip, in voorkomend geval, van het inspectieverslag betreffende de professionele en pedagogische bekwaamheden dat tot de tuchtmaatregel heeft geleid. De geldigheidsduur van dat verslag is beperkt tot een periode van twaalf maanden die begint op de datum waarop het opgesteld is. Wanneer de tuchtstraf evenwel begint op basis van dat verslag binnen die termijn, blijft het verslag geldig tot de datum waarop de beslissing om tuchtstraf aan het personeelslid wordt meegedeeld. ».

**Art. 50.** Artikel 65 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidend als volgt :

« § 6. In het kader van een beroep ingediend tegen een voorstel van tuchtstraf, moeten alle elementen in overweging en aanmerking genomen worden door de Raad van beroep, met inbegrip, in voorkomend geval, van het inspectieverslag betreffende de professionele en pedagogische bekwaamheden dat tot de tuchtmaatregel heeft geleid. De geldigheidsduur van dat verslag is beperkt tot een periode van twaalf maanden die begint op de datum waarop het opgesteld is. Wanneer de tuchtstraf evenwel begint op basis van dat verslag binnen die termijn, blijft het verslag geldig tot de datum waarop de beslissing om tuchtstraf aan het personeelslid wordt bekendgemaakt. ».

**Art. 51.** Artikel 70 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidend als volgt :

« § 6. In het kader van een beroep ingediend tegen een voorstel van tuchtstraf, moeten alle elementen in overweging en aanmerking genomen worden door de Raad van beroep, met inbegrip, in voorkomend geval, van het inspectieverslag betreffende de professionele bekwaamheden dat tot de tuchtmaatregel heeft geleid. De geldigheidsduur van dat verslag is beperkt tot een periode van twaalf maanden die begint op de datum waarop het opgesteld is. Wanneer de tuchtstraf evenwel begint op basis van dat verslag binnen die termijn, blijft het verslag geldig tot de datum waarop de beslissing om tuchtstraf aan het personeelslid wordt meegedeeld. ».

**Art. 52.** Artikel 82 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidend als volgt :

« § 6. In het kader van een beroep ingediend tegen een voorstel van tuchtstraf, moeten alle elementen in acht genomen worden door de Raad van beroep, met inbegrip, in voorkomend geval, van het inspectieverslag betreffende de professionele bekwaamheden die tot de tuchtmaatregel hebben geleid. De geldigheidsduur van dat verslag is beperkt tot een periode van twaalf maanden die begint op de datum waarop het opgesteld is. Wanneer de tuchtstraf evenwel begint op basis van dat verslag binnen die termijn, blijft het verslag geldig tot de datum waarop de beslissing om tuchtstraf aan het personeelslid wordt bekendgemaakt. ».

#### HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen met betrekking tot het universitair onderwijs*

**Art. 53.** In artikel 21, § 4, 3e lid, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, worden de woorden « of in het geval van een deeltijdse opdracht waarvan de titulair tegelijkertijd lid is van het vastbenoemd wetenschappelijk personeel » ingevoegd tussen de woorden « tot onderwijsactiviteiten beperkt » en de woorden « , bepaalt de raad van beheer ».

**Art. 54.** In artikel 36 van dezelfde wet wordt een laatste streepje toegevoegd, luidend als volgt :

« - vanaf 1 december 2004, een aanvangswedde van 33.830,33 euro, die achtereenvolgens om de drie jaar wordt opgevoerd tot 36.282,73 euro, 38.735,13 euro, 41 187,53 euro, 43.639,93 euro, 46.092,33 euro, 48.544,73 euro, 50.977,13 euro en 53.449,53 euro. ».

**Art. 55.** In artikel 37, 1ste lid, van dezelfde wet, wordt een laatste streepje toegevoegd, luidend als volgt :

« - vanaf 1 december 2004, een forfaitaire wedde, berekend op grond van 4 228,80 euro per weekuur over het jaar in een instelling opgenomen in het door de raad van bestuur vastgestelde leerplan, zonder dat zij minder dan 2.114,40 euro en meer dan 33 830,40 euro mogen ontvangen. ».

**Art. 56.** In artikel 38 van dezelfde wet, wordt een laatste streepje toegevoegd, luidend als volgt :

« - vanaf 1 december 2004, een aanvangswedde van 39.701,32 euro, die achtereenvolgens om de drie jaar wordt opgevoerd tot 43.231,25 euro, 46.761,18 euro, 50.291,11 euro, 53 821,04 euro, 57.350, 97 euro en 60.880,90 euro. ».

**Art. 57.** In artikel 39 van dezelfde wet wordt een laatste streepje toegevoegd, luidend als volgt :

« - vanaf 1 december 2004, een forfaitaire wedde, berekend op grond van 4.625,19 euro per weekuur over het jaar in een instelling opgenomen in het door de raad van bestuur vastgestelde leerplan, zonder dat zij meer dan 37.001,52 euro mogen ontvangen. ».

**Art. 58.** In artikel 39bis van dezelfde wet, wordt een laatste streepje toegevoegd, luidend als volgt :

« - vanaf 1 december 2004, een aanvangswedde van 44.531,78 euro, die achtereenvolgens om de drie jaar wordt opgevoerd tot 49.287,89 euro, 54.044,00 euro, 58.800,11 euro, 63.556,22 euro en 68.312,33 euro. ».

**Art. 59.** In artikel 39ter, 1ste lid, van dezelfde wet, wordt een laatste streepje toegevoegd, luidend als volgt :

« - vanaf 1 december 2004, een forfaitaire wedde, berekend op grond van 5.028,96 euro per weekuur over het jaar in een instelling opgenomen in het door de raad van bestuur vastgestelde leerplan, zonder dat zij meer dan 40.231,68 euro mogen ontvangen. ».

**Art. 60.** In artikel 46 van dezelfde wet, wordt het 1ste lid aangevuld met het volgend streepje :

« - vanaf 1 december 2004 :

1° aan de rector – 13.376,33 euro

2° aan de vice-rector 9.809,32 euro

3° aan de secretaris van de academische raad – 2.229,37 euro. ».

#### HOOFDSTUK VII. — *Slot- en wijzigingsbepalingen*

**Art. 61.** In artikel 9 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 juni 1989 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen ten laste heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen, worden de woorden «en onmiddellijk zijn vroeger ambt weer opnemen» geschrapt.

**Art. 62.** In artikel 9 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen ten laste heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen, worden de woorden «en onmiddellijk zijn vroeger ambt weer opnemen» geschrapt.

**Art. 63.** In artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen ten laste heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen, worden de woorden « en onmiddellijk zijn vroeger ambt weer opnemen » geschrapt.

**Art. 64.** In artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1991 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen, worden de woorden « en onmiddellijk zijn vroeger ambt weer opnemen » geschrapt.

**Art. 65.** Het laatste lid van artikel 34 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt geschrapt.

**Art. 66.** In artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, zoals ingevoegd bij het decreet van 3 juli 2003 en gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, wordt een paragraaf 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3bis. Wegens gewettigde uitzonderlijke omstandigheden kan een inrichtende macht, op haar aanvraag, door de Regering toegelaten worden de activiteitsperiodes voor psychomotoriek die aan één van zijn instellingen zijn toegekend bij toepassing van paragraaf 3 naar een andere instelling, of in voorkomend geval, naar een andere vestiging geheel of gedeeltelijk over te dragen.

Om in overweging en aanmerking te kunnen worden genomen, moeten de in het vorig lid bedoelde aanvragen ten laatste voor 15 oktober van het betrokken schooljaar ingediend worden.

In het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs kan de Regering, wegens uitzonderlijke omstandigheden, beslissen om een deel of het geheel van de activiteitsperiodes voor psychomotoriek die aan een instelling toegekend zijn bij toepassing van paragraaf 3 naar een andere instelling of in voorkomend geval naar een andere vestiging over te dragen.

De in deze paragraaf bedoelde overplaatsingen gaan ten laatste in op 1 november.

Ten laatste op 1 december informeert de Regering de interzonale affectatiecommissie bedoeld in artikel 14ter, § 1 van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969 alsmede de centrale commissies voor het beheer van betrekkingen bedoeld bij de artikelen 5, 7, 9 en 11 van voornoemd decreet van 12 mei 2004 over de overdrachten toegelaten krachtens deze bepaling. ».

**Art. 67.** Artikel 27 van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap wordt met de volgende leden aangevuld :

«Wegens gewettigde uitzonderlijke omstandigheden kan een inrichtende macht, op haar aanvraag, door de Regering toegelaten worden een deel of het geheel van een betrekking die aan één van zijn instellingen is toegekend naar een andere instelling, of in voorkomend geval, naar een andere vestiging over te dragen.

Om in overweging en aanmerking te kunnen worden genomen, moeten de in het vorig lid bedoelde aanvragen ten laatste voor 15 oktober van het betrokken schooljaar worden ingediend.

In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap kan de Regering, wegens uitzonderlijke omstandigheden beslissen om een deel of het geheel van een betrekking die aan een instelling toegekend is naar een andere instelling, of in voorkomend geval, naar een andere vestiging over te dragen.

De in dit artikel bedoeld overdrachten gaan ten laatste in op 1 november.

Ten laatste op 1 december informeert de Regering de interzonale affectatiecommissie bedoeld in artikel 14ter, § 1 van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969 alsmede de centrale commissies voor het beheer van betrekkingen bedoeld bij de artikelen 5, 7, 9 en 11 van voornoemd decreet van 12 mei 2004 over de overdrachten toegelaten krachtens deze bepaling. ».

**Art. 68.** In het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap wordt een artikel 62bis toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 62bis. De bepalingen van artikel 62 worden toegepast onder dezelfde voorwaarden op de personeelsleden die deze nog niet hebben kunnen genieten, met het oog op tijdelijke aanstellingen of aanwervingen voor het schooljaar 2005-2006 ».

**Art. 69.** De artikelen 1 tot 4 en 6 tot 9 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2005, artikel 5 heeft uitwerking met ingang van 10 december 2004, de artikelen 28 tot 40 en 68 hebben uitwerking met ingang van 1 april 2005, de artikelen 53 tot 60 hebben uitwerking met ingang van 1 december 2004 en de artikelen 61 tot 65 hebben uitwerking met ingang van 1 september 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 mei 2005

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale promotie,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Hoger onderwijs, Wetenschappelijk onderzoek en Internationale betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Begroting en Financiën,  
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

—  
Nota

(1) *Zitting 2004-2005.*

*Stukken van de Raad.* — Decretsontwerp nr. 81-1 – Commissieamendementen nr. 81-2. - Verslag nr. 81-3.  
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 26 april 2005.